

CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2593-LUNDI 25 AVRIL 2016



EXÉCUTIF CONGOLAIS

Clément Mouamba nommé Premier ministre, chef du gouvernement

Par décret en date du 23 avril, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso a nommé l'économiste Clément Mouamba, au poste de Premier ministre, chef du gouvernement.

L'ancien ministre des Finances (septembre 1992-juin 1993) du président Pascal Lissouba et, jusqu'à une date récente membre du bureau politique

de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale, principal parti de l'opposition, devient ainsi le tout Premier ministre, chef du gouvernement de la nouvelle République dont les bases ont été posées lors du référendum constitutionnel du 25 octobre 2015.

Sur cette considération, Denis Sassou N'Guesso paraît traduire dans les faits un pas-

sage de son discours d'investiture, lorsqu'il déclarait en substance, le 16 avril: « *Aujourd'hui, nous ne célébrons pas la victoire d'un heureux élu sur d'autres, encore moins celle d'un parti politique sur d'autres. Nous célébrons la victoire de la démocratie, la victoire du Congo* ».

Pages 2 et 3

PAIX ET SÉCURITÉ

Le Pool n'est pas soumis à des bombardements

Le 22 avril, une mission conduite par la police sur les lieux, à laquelle étaient associés de nombreux organes de la presse nationale et internationale, dont *Les Dépêches de Brazzaville*, no-

tent le contraire de tout ce qui a été déversé sur les prétendus bombardements à grande échelle des localités du Pool avec commentait-on des dizaines de morts et de blessés. [Page 5](#)

MUSIQUE

Une fin tragique pour Papa Wemba

Le patron du groupe Viva la musica a trouvé la mort aux premières heures de la matinée du dimanche 24 avril, à la suite d'un malaise, alors qu'il prestait sur la scène du festival Femua organisé à Abidjan, en Côte d'Ivoire, par le groupe Magic System. Ainsi se referme une riche carrière qui, en une cinquantaine d'années, a permis à Jules Shungu Wembadio Pene Kikumba



de se hisser au sommet des talents musicaux des deux rives du fleuve Congo. « *Formateur des idoles* » comme il aimait aussi se définir, Papa Wemba laisse un important héritage culturel au monde, car sa renommée avait largement franchi les frontières du Congo et de l'Afrique. [Page 16](#)

NEW-YORK / COP21

Jean-Claude Gakosso signe l'Accord de Paris pour le Congo

La République du Congo est comptée parmi les 175 Etats qui ont signé, le 22 avril à New-York, le texte issu des discussions de la COP21 tenue en novembre dernier à Paris, en vue de limiter le réchauffement climatique. Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Jean-Claude Gakosso qui a paraphé le document, a réitéré à la communauté internationale l'engagement de son pays pour la question. « *La République du Congo est plus que jamais décidé à mettre en œuvre sa stratégie nationale de développement durable qui s'aligne sur les 17 Objectifs de développement durable* », a-t-il notamment indiqué. [Page 9](#)



Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Jean-Claude Gakosso

JUSTICE

Des mandats d'arrêt contre le pasteur Ntumi et ses proches

Le procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Brazzaville, André Gakala Oko, a émis vendredi des mandats d'arrêt contre l'ex-chef rebelle congolais, Frédéric Bintsamou, alias pasteur Ntumi, et deux de ses proches, Elie Malanda alias Pasteur Elie et Sylvain Richard Bintsamou alias Gozardio. Ces trois

personnes sont poursuivies pour « *détention illégale d'armes et munitions de guerre ; vol ; incendie volontaire d'édifices publics et des biens meubles (voitures) ; assassinat ; tentative d'assassinat ; atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat* », précise le procureur de la République. [Page 5](#)



Frédéric Bintsamou

EDITORIAL

Valeurs

Page 2

ÉDITORIAL

Valeurs

Denis Sassou N'Guesso l'a dit de façon claire dans le discours qu'il prononça le 16 avril à l'issue de sa prestation de serment : la jeunesse sera au centre des préoccupations de l'Etat durant toute la durée du premier quinquennat de la nouvelle République. En termes concrets cela veut dire que l'enseignement, la santé, la formation professionnelle, l'emploi, mais aussi la culture, l'éducation civique, la morale même figureront en tête des missions confiées aux membres du gouvernement, aux administrations et de façon plus générale à la société civile.

Il faut bien admettre que dans le monde très ouvert où nous vivons, où les réseaux sociaux foisonnent grâce à Internet et où s'accroît de jour en jour l'influence des extrémismes de tous bords, les valeurs qui fondent la collectivité apparaissent de plus en plus menacées et s'avèrent de plus en plus essentielles. Seule une action concertée, déterminée, volontaire conduite par la puissance publique en liaison étroite avec les différents acteurs de la société civile peut asseoir la paix, l'unité, la tolérance sur des bases solides et durables.

L'Afrique dans son ensemble, et pas seulement le Congo, se trouve en effet confrontée, du fait de la croissance vertigineuse de ses populations, à un défi sans précédent qu'il lui faudra impérativement relever dans les décennies à venir si elle veut émerger, c'est-à-dire permettre aux peuples qui la composent de vivre mieux, de vivre bien : ce défi est celui d'assurer aux nouvelles générations l'éducation, les conditions de vie, la paix intérieure, la protection sociale sans lesquels aucun progrès ne sera possible. Elle n'y parviendra, soyons-en certains, que si ses gouvernants mettent en place des dispositifs qui garantissent aux citoyens, à tous les citoyens, qu'ils pourront vivre décemment.

Le Congo, s'il atteint dans les cinq prochaines années les objectifs fixés par le président de la République en ce qui concerne la jeunesse, s'imposera comme un modèle à l'échelle du continent. Non seulement il résoudra l'un après l'autre les problèmes auxquels il se trouve confronté dans le moment présent, mais encore il expérimentera des solutions qui pourraient ensuite s'appliquer ailleurs. S'étant doté d'institutions stables et d'une gouvernance forte, au moins dans le moyen terme, il a toutes les chances de relever le pari du siècle qui est l'accès de tous aux soins, à l'éducation, à l'emploi.

Les Dépêches de Brazzaville

PRIMATURE

Clément Mouamba nommé Premier ministre, chef du gouvernement

Par décret en date du 23 avril, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso a nommé l'économiste Clément Mouamba, au poste de Premier ministre, chef du gouvernement.

L'ancien ministre des Finances (septembre 1992-juin 1993) du président Pascal Lissouba et, jusqu'à une date récente membre du bureau politique de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale, principal parti de l'opposition, devient ainsi le tout Premier ministre, chef du gouvernement de la nouvelle République dont les bases ont été posées lors du référendum constitutionnel du 25 octobre 2015. Sur cette considération, Denis Sassou N'Guesso paraît traduire dans les faits un passage de son discours d'investiture, lorsqu'il dé-

Sassou N'Guesso et dans son discours d'investiture devront être expérimentés sur le terrain.

Avec quels collaborateurs ? Telle est la question que se posent les Congolais aujourd'hui après la fin du premier suspense entretenu depuis lors par le chef de l'Etat sur le dévoilement du nom du chef du gouvernement et qui peut être considéré comme l'acte 4 de la nouvelle République. L'acte 1 ayant été le référendum, l'acte 2 l'élection présidentielle, l'acte 3 l'investiture du président élu. Le second suspense que le pré-

Réaliser les réformes « nécessaires à la transformation du Congo » promises par le chef de l'Etat

clarait en substance, le 16 avril : « *Aujourd'hui, nous ne célébrons pas la victoire d'un heureux élu sur d'autres, encore moins celle d'un parti politique sur d'autres. Nous célébrons la victoire de la démocratie, la victoire du Congo.* ».

Cité parmi les Premiers ministres par diverses sources informées autant que d'autres personnalités de l'arène politico-administrative congolaise, Clément Mouamba, est en effet l'homme que le chef de l'Etat a choisi pour mettre en musique son programme de société « La Marche vers le développement ». Les grands axes de celui-ci, dévoilés au long de la campagne électorale de Denis

sident de la République doit lever de connivence avec son Premier ministre, donc l'acte 5 de ce cheminement est bien évidemment celui concernant la nomination des membres du gouvernement.

Peut-être ne devrait-on plus attendre plus longtemps pour savoir quelles femmes et quels hommes prendront le départ avec la nouvelle équipe gouvernementale sur laquelle, évidemment, reposent les espoirs des Congolais de tous les horizons et de toutes les couches. Le « tout-économie » et le « tout-social », étant les deux paris revendiqués par le chef de l'Etat au moment de son entrée en fonction, le gou-

vernement qui se mettra en place sera sans doute celui de la compétitivité. Il est inutile de penser que les personnes qui y feront partie descendront d'une autre planète, mais il n'est pas interdit de considérer que la mission que ces derniers recevront du président de la République et de son Premier ministre sera de réussir le test des 100 premiers jours après leur installation.

Attentifs, exigeants, sévères parfois à l'excès dans le jugement, les Congolais délieront leurs langues le plus tôt possible lorsqu'ils se trouveront en présence de ministres qui ne respecteront pas l'exigence de « *la rupture avec les mentalités déviantes et les comportements pervers du passé* » entendue lors de l'entrée solennelle en fonction de Denis Sassou N'Guesso. L'obligation de résultat, c'est ce à quoi chacun et chacune de ceux qui seront responsabilisés ministres soumettront leurs compétences. Les réformes promises par le chef de l'Etat « nécessaires à la transformation du Congo », la diversification de l'économie, la décentralisation, les solutions au problème du chômage des jeunes, la consolidation de la solidarité et de l'unité nationale ne connaîtront un succès que si les différentes institutions de la République, parmi lesquelles le gouvernement se montrent à la hauteur des attentes des populations. A n'en point douter, Clément Mouamba et sa future équipe auront de nombreux défis à relever.

Gankama N'Siah

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

EXCÉUTIF CONGOLAIS

Clément Mouamba, un homme d'ouverture et de dialogue

Appelé à diriger le premier gouvernement qui poursuivra la mise en place des institutions de la nouvelle République, instaurée par la Constitution du 25 octobre 2015 au Congo, Clément Mouamba devrait faire montre de ses capacités à rassembler les Congolais. Pour cela, la gouvernance électorale et le partage de la richesse nationale seront des indicateurs importants de son évaluation.

Ce cadre de banque nommé Premier ministre chef du gouvernement samedi par le président Denis Sassou N'Guesso est, rappelons-le, proche de l'ancien parti au pouvoir, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) duquel il a été suspendu au mois de juin de l'année dernière. Clément Mouamba était ministre des Finances en 1992 et 1993 sous le quinquennat de l'ancien président, Pascal Lissouba (1992-1997), avant d'être remercié par ce dernier.

Souvent remarqué pour son ouverture, M. Mouamba a été très actif dans le suivi de la municipalisation accélérée du département de la Lékoumou et l'organisation du 54^e anniversaire de l'indépendance du Congo en 2014 dans la ville de Sibiti dont il est originaire.

Il a parfois été accusé par ses amis de loyauté envers l'actuel chef de l'Etat congolais. Ainsi, a-t-il été

suspendu par son parti après avoir participé aux concertations avec le président Denis Sassou N'Guesso courant 2015, réfutant le mot d'ordre de boycott lancé alors par l'Upads.

« Il faut briser les glaces. Je voulais dire au chef de l'Etat que je suis toujours ouvert au dialogue



Denis Sassou N'Guesso et Clément Mouamba

et j'assume ce que je fais, je suis citoyen de ce pays. Et j'ai aussi déploré que nous ayons autant d'hommes politiques dans le pays, mais très peu d'hommes d'Etat. Quand on est homme d'Etat on sait avaler sa colère. Dans ma langue on dit que la colère d'un insensé se lit sur le visage, celle d'un sage est enfouie dans les entrailles », confiait-il au sortir de sa rencontre avec le chef de l'Etat en juin 2015. L'un des su-

jets importants qu'il assurait, alors, avoir abordé avec le président de la République était la gouvernance électorale qu'il fallait améliorer, selon lui, pour faire avancer la démocratie et stabiliser le pays. Parlant alors de l'économie congolaise, Clément Mouamba laissait

Thierry Nougou

VIE ASSOCIATIVE

Synergie 2016 pour la Nouvelle République réitère son soutien au président Denis Sassou N'Guesso

Synergie 2016 pour la Nouvelle République (SNR), continuera à soutenir avec la même énergie, les actions du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, durant ce quinquennat qui commence, a confirmé Francine Matongauh, présidente de cette plateforme de la majorité présidentielle.

Dans une déclaration publiée le 22 avril, la présidente de SNR a clairement indiqué que sa plateforme associative a porté son dévoué sur la personne de Denis Sassou N'Guesso, et promet soutenir indéfectiblement les actions du président de la République en faveur des populations congolaises tout au long du nouveau mandat.

« La plateforme Synergie 2016 pour la Nouvelle République (SNR), vient par cette occasion, réaffirmer son ferme engagement d'accompagner le président de la Nouvelle République, Denis Sassou N'Guesso, nouvellement élu. La SNR renouvelle une fois encore au chef de l'Etat, tous ses vœux de réussite, pour conduire la nation vers les horizons meilleurs », a souligné Francine Matongauh.

Analysant le discours d'investiture du président de la République, prononcé le 16 avril dernier, devant la Cour constitutionnelle, la présidente de SNR s'est dite confiante de l'homme pour lequel elle soutient ardemment les actions, et pense que ce discours est rassurant.

A propos de l'emploi des jeunes, Synergie 2016 pour la Nouvelle République, estime que le moment est venu pour le président élu, d'organiser et d'intensifier la lutte contre le chômage des jeunes, afin qu'ils deviennent socialement équilibrés.

« La SNR s'inscrit résolument dans cette dynamique de mutations de nos mœurs, en signant avec le président élu de la Nouvelle République, un nouveau pacte qui appelle tous les congolais à s'unir la main dans la main, pour cheminer ensemble », a conclu la déclaration de la SNR.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

Quelles sont les dernières nouvelles en date?

Celles de la vague des élections qui se tiennent sur le continent africain: présidentielles au Bénin, au Congo, au Tchad, aux Comores, présidentielle ce 24 avril en Guinée Equatoriale, présidentielle vers la fin de cette année au Gabon, puis quelque part dans d'autres pays. Le recours aux urnes pour désigner les dirigeants paraît irréversible comme partout ailleurs dans le monde.

Nouvelles en provenance de la Libye, de la Syrie et du Yémen :

Dans le premier pays, les puissances qui la brisèrent sans contrepartie il y a cinq ans s'accrochent aujourd'hui à un exécutif non-élu, à qui elles promettent monts et merveilles, prient tout bonnement les deux autres exécutifs rivaux (la Libye en compte trois), de cesser d'exister au profit du premier qu'ils portent à bout de bras.

Dans le deuxième pays, les « Grands » de ce monde semblent avoir tout tenté sans succès : ils veulent le départ sans condition du président syrien, Bachar Al Assad,

mais ne peuvent pas, ils tricotent l'unité de l'opposition « modérée » mais n'y arrivent pas, ils sont ligés contre l'Etat islamique pour les minces résultats que l'on sait.

Dans le troisième pays, la guerre civile en cours creuse chaque jour le ressentiment entre la coalition sunnite pro-gouvernementale emmenée par l'Arabie Saoudite et l'Iran chiite pro-opposition. L'Iran fâche ses voisins pour avoir arraché l'année dernière un accord redouté par ces derniers sur son programme nucléaire. Cette forte rivalité Téhéran-Riyad que les médias ont noté y compris dans le regard de ses hôtes a coûté au président américain, Barack Obama, la semaine dernière, une visite en demi-teinte chez son historique allié saoudien. Seul la touche diplomatique du chef de la Maison Blanche qui sait trouver des mots quand il s'excuse lui a permis de quitter Riyad sans connaître la même mésaventure que son prédécesseur, George Bush Junior, lorsqu'il fut confronté à un jet de chaussures, à Bagdad, en Irak en 2008.

Nouvelles du front de la Méditerranée où se jouent à chaque instant des espoirs de survie, où sont engoutis de nuit comme de jour des centaines et des centaines de migrants chassés de leurs pays par la guerre et la précarité. L'ONU signalait pour la seule semaine écoulée quelque 500 personnes portées disparues. Comme avant elles bien d'autres qui n'avaient en tête, en prenant la mer, que l'idée de se construire une nouvelle existence du côté opposé de leur point de départ.

Celles venues de la Couronne d'Angleterre : sa Majesté la Reine Elisabeth II célébrait, le 21 avril, ses 90 ans d'âge, pour 64 passés à la tête de la Couronne. Une longévité familiale apprend-on, sa mère (la reine-mère) ayant vécu 101 ans, elle-même ayant connu 12 Premiers ministres britanniques, 9 présidents français. C'est tout de même depuis l'âge de 25 ans que Queen Elisabeth the second règne.

De qui apprenez-vous toutes ces nouvelles ?

De la presse, évidemment, dans sa

conception plus large : journaux, radio, télévision, Internet, ainsi que ses nombreux enfants adoptifs, les réseaux sociaux, dans leur richesse étendue, leur infinie diversité. Tout va vite, si vite, très vite que l'on est parfois en droit de se demander comment trouver son compte dans cet univers médiatique en tous points de vue irrésistible, envahissant et déroutant.

À la vérité, plus rien n'échappe à la passion de découvrir le pot aux roses qui anime les professionnels de l'information et les amateurs de canaux divers par lesquels cheminent les nouvelles qui parviennent à nos oreilles, les images qui nous crèvent les yeux. On se trouve, cela va sans dire, sur un lieu de consommation où les plus puissants façonnent la criée. Pour raconter que ceci est bon et noble, ceci n'est pas bon, ceci est vrai, ceci est faux, dites ceci, et ne dites pas ceci. Soyez attentifs, vous observerez comment se déroule le tri, quel ton prend-on au moment de dire et de montrer ceci ou cela.

Gankama N'Siah

AÉROPORT INTERNATIONAL MAYA-MAYA

La climatisation sera rétablie cette semaine

Les groupes qui alimentent le système de climatisation au niveau de l'aéroport international de Maya-maya reprendront leur fonctionnement normal courant cette semaine, grâce à la réception ce week-end, des fournitures commandées en Chine, a indiqué le 21 avril, le directeur général des Aéroports du Congo (Aerco), Alain Berquez.

Dans un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville, le directeur général de Aerco a tenu à rassurer les usagers. « On espère remettre en route deux groupes courant cette semaine. Le diagnostic du troisième groupe est techniquement mauvais. En attendant que ces fournitures n'arrivent, nous sommes en train de faire une grande opération de nettoyage. On a neutralisé tous les tuyaux percés qui ont été détectés », a-t-il indiqué, avant de relever que les deux groupes auront un rendement relativement acceptable.

Le manque de climatisation à l'aéroport international de Maya-Maya à Brazzaville depuis le 15 mars dernier est consécutif à une panne, ayant entraîné des fuites d'eau au niveau des tuyaux des groupes qui alimentent



Une vue intérieure de l'aéroport Maya-Maya

le système. C'est ainsi que certains tuyaux se sont rouillés et d'autres percés. Cette corrosion en amont et à l'intérieur des groupes de refroidissement est assez conséquente, a reconnu le directeur général d'Aerco.

Evoquant l'efficacité dont font preuve les techniciens d'Aerco face à cette situation, le directeur technique,

Bakary Diaby a souligné : « Nous avons passé six semaines pour résoudre le problème. Trouver un transporteur pour faire venir ce type de gaz avec un emballage spécifique n'était pas évident. Mais, nous avons réussi. Tous les travaux préparatoires à la réception du gaz ont été faits ».

Ajoutant : « Le type de

groupe installé au niveau de l'aéroport est spécifique, puissant et très

performant, moins utilisé en Afrique. Bien qu'on ait formé les gens mais, il nous a fallu l'expertise d'un technicien venu de Dubaï. C'est lui qui a réussi à détecter le nœud du problème ».

Pour atténuer la température suffocante qui règne actuellement, notamment là où travaillent les compagnies aériennes, les

prestataires de service et les administrations, Aerco a dépensé 150 millions de FCFA pour établir un plan d'action transitoire ayant permis d'installer des groupes avec des armoires de climatisation avant de procéder à l'achat des ventilateurs.

L'aéroport international Maya-Maya dont le premier module a été inauguré en 2010 et le second en 2014, est pour les autorités congolaises un hub aéroportuaire à vocation sous-régionale. Son volume passager était passé de 745.596 passagers en 2008 à 1.126.017 en 2013, soit une augmentation de 38 %. En 2016, on estime que le volume a largement augmenté.

Aerco est la société en charge de la gestion des infrastructures aéroportuaires en République du Congo, rappelle-t-on.

Lopelle Mboussa Gassia

EXPLOITATION FORESTIÈRE

Deux sociétés marocaine et congolaise obtiennent d'importantes concessions

Il s'agit des contrats d'exploitation et de transformation du bois d'une durée de 30 ans sur un total de 63.000 hectares dans les départements de Pointe-Noire, Kouilou et Bouenza. Les sociétés bénéficiaires, SOS NDD et FL Groupe, s'engagent également à créer des milliers d'emplois, à réhabiliter des écoles et centre de santé dans ces localités.

La cérémonie de signature des contrats entre le gouvernement congolais et les deux sociétés, a eu lieu le 22 avril dernier à Brazzaville. La partie congolaise était représentée par les ministres de l'Economie forestière, Henri Djombo et des Affaires foncières, Pierre Mabila.

En effet, la société marocaine SOS NDD a bénéficié du permis d'exploitation d'un massif forestier artificiel de 38.000 hectares situés dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou et des terres en savane sur une superficie de 20.000 hectares dans le département du Kouilou. L'entreprise qui opère dans l'industrie du bois, notamment dans la trituration et le panneautage, s'engage à mettre en valeur les 58.000 hectares de terre.

Pour le président directeur général de SOS NDD, ce bail emphytéotique s'inscrit dans le cadre de la coopération sud-sud prônée par les gouvernements marocain et congolais. « C'est un important projet qui créera des retombées positives aussi bien sur l'environnement que sur l'emploi », a-t-il indiqué, ajoutant qu'il est accompagné dans cette



Henri Djombo et Pierre Mabila échangeant des parapheurs avec le concessionnaire marocain

entreprise par le haut-commissariat aux Eaux et forêts du Maroc et le Crédit du Congo.

L'entreprise locale FL Groupe obtient, quant à elle, une concession de 5000 hectares dans le massif artificiel désigné plantation SNR de Loudima, dans la Bouenza. Dans le bail emphytéotique, c'est-à-dire d'une durée de trente ans renouvelable aux fins d'exploitation, la société concessionnaire

devra valoriser des plantations forestières.

« Développer la filière pour contribuer au PIB »

« La société FL Groupe s'engage à développer des activités industrielles durables qui apporteront de nombreux emplois aux jeunes et permettront de promouvoir des produits transformés ligneux et non

ligneux à forte valeur ajoutée (comme le caoutchouc, la peinture, le parfum, et le vernis...) », rassure Kodjo Founou, sollicitant l'accompagnement de

qu'en réhabilitant des écoles et centre de santé.

Face à la demande sans cesse croissante des produits ligneux sur le marché mondial et des exigences des partenaires, l'Etat congolais adopte une formule médiane. En vue de diversifier l'économie congolaise, « le gouvernement accordera les incitations souhaitées aux promoteurs des plantations forestières, pour les accompagner et assurer ainsi un développement de cette filière et accroître la contribution du secteur forestier au PIB », précise le ministre Henri Djombo, indiquant que le potentiel ligneux de ces massifs est estimé à 2,355,000 m³, soit une production annuelle de 235,5000 m³ sur une période de 10 ans.

L'attribution de ces domaines de l'Etat aux exploitants privés respecte les lois et règlements de la République du Congo, a justifié le ministre des Affaires foncières, Pierre Mabila. La conclusion, l'exécution, le renouvellement ou la résiliation de ces contrats sont soumis à la loi au vu de l'intérêt général. « Ces beaux emphytéotiques s'inscrivent dans le cadre du « tout-économie » et « tout-social » prônés par le président Denis Sassou N'Guesso », a conclu le membre du gouvernement.

Fiacre Kombo

JUSTICE

Des mandats d'arrêt contre le pasteur Ntumi et deux de ses compères

Le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Brazzaville, André Gakala Oko a émis vendredi des mandats d'arrêt contre l'ex-chef rebelle congolais, Frédéric Bintsamou, alias pasteur Ntumi, et deux de ses proches: Elie Malanda alias Pasteur Elie et Sylvain Richard Bintsamou alias Gozardio. Ces trois personnes sont poursuivies pour «*détention illégale d'armes et munitions de guerre ; vol ; incendie volontaire d'édifices publics et des biens meubles (voitures) ; assassinat ; tentative d'assassinat ; atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat*», précise le Procureur Gakala Oko, dans les mandats d'arrêt.

Le procureur a donné «mandat et ordonné à tout officier ou agent de la force publique de rechercher, d'arrêter et de conduire à la Maison d'arrêt centrale de Brazzaville» les trois personnes concernées.

Selon le gouvernement, le pasteur Ntumi et ses ex-miliciens Ninjas Nsiloulous seraient à l'origine des violences armées survenues dans la nuit du 3 au 4 avril dernier, dans les quartiers sud de Brazzaville, qui ont occasionné 17 morts et détruit plusieurs édifices publics.

La Rédaction

Le MCDDI condamne l'enlèvement de Mfouta Adrien et Sita Clément

Dans une déclaration rendue publique le 23 avril à Brazzaville et lue par le président de ce parti, Euloge Landry Kolélas, le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) a condamné l'enlèvement par des miliciens Ninjas, d'Adrien Mfouta et de Clément Sita respectivement président du MCDDI et du PCT du district de Goma Tsé-Tsé. Pour ce parti, ces actes sont inacceptables, intolérables et portent gravement atteinte à l'ordre public, à la libre circulation des personnes et des biens. Tout en s'insurgeant contre ces actes criminels, le MCDDI exige des ravisseurs, la libération immédiate et sans condition de ces deux paisibles citoyens. Il demande à la force publique de tout mettre en œuvre pour les retrouver, tout en assurant la sécurité des populations.

Le MCDDI renouvelle son attachement à la paix, à la sécurité, au dialogue, à la libre circulation des personnes et des biens et à la stabilité politique dans le pays.

Ce parti rappelle qu'en date du 15 avril, ces miliciens ont attaqué, pillé et incendié neuf véhicules des commerçants à Ngamanzambala dans le district de Kindamba avant de procéder le 21 avril vers 13 heures aux environs du village Bateba à la prise de ces deux responsables politiques. «Ces mêmes éléments continuent à terroriser ici et là les populations du Pool», souligne le communiqué du MCDDI.

Jean Jacques Koubemba

SITUATION DANS LE POOL

La traque des Ninjas ne vise pas les populations civiles

Une délégation des journalistes nationaux et internationaux, accompagnée des Organisations non gouvernementales (ONG) a effectué le 22 avril une mission d'information auprès des autorités et des populations du département du Pool.

Cette mission avait pour but de s'enquérir de la situation réelle sur le terrain après l'attaque le 4 avril des quartiers sud de Brazzaville ainsi que les bombardements «ciblés» des centres d'entraînement des miliciens Ninjas du Pasteur Ntumi dans certaines localités du Pool.

Selon le constat fait, à Kinkala, la vie suit son cours normal. Le calme règne, l'administration, le marché, l'hôpital, le transport inter urbain et l'école fonctionnent normalement. C'est quasiment le même décor à Mindouli et Kindamba où les populations vaquent librement à leurs occupations. Sauf à l'église catholique de Kindamba où, une centaine de sinistrés fuyant les bombardements à Mayama y ont trouvé refuge. On compte parmi eux des enfants et des personnes de troisième âge. Conséquence : apparition des maladies, telles que la diarrhée chez les enfants. Ces sinistrés demandent à repartir chez eux afin que leurs enfants reprennent vite le chemin de l'école.

A Vindza tout les témoignages recueillis font état de deux hélicoptères qui avaient lâché des projectiles le 6 avril vers 7h sur

l'un des bâtiments de l'école pri-



Le marché de Kinkala / crédit photo adiac

maire. L'armée aurait confondu cette école à un centre d'entraînement et de commandement tenu par le Pasteur Ntumi. A en croire le sous-préfet de la localité, le colonel Gaston Aleba, il n'y a eu ni mort ni blessé. Les populations interrogées disent la même

chose, bien qu'elles soient restées en forêt pendant une semaine, fuyant les bombardements. A ce jour, tout le monde ou presque est revenu à Vindza où le calme règne.

A Mayama, à peine 172 personnes sont sorties de la forêt.

rapporte cependant que deux maisons appartenant aux Ninjas auraient été brûlées par la population de Mayama qui accuserait, les miliciens d'avoir ramené la violence dans leur localité. Ici aussi

D'autres le font progressivement. Les bombardements qui visaient le quartier général du Pasteur Ntumi à Mienanzambi à quelques encablures de Mayama le 6 avril n'ont pas également touché les habitations des populations. L'on

aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée, à en croire des témoignages concordants.

Signalons que la majorité des autorités de la sous-préfecture de Mayama ont dû quitter la localité craignant pour leur sécurité.

Guillaume Ondzé

ACTION HUMANITAIRE

Le gouvernement au chevet des sinistrés de Mpouya

La directrice générale de l'action humanitaire, Alice Tsoumou Gavouka Mpili, a remis le 20 avril des matériaux de construction et des objets divers à une centaine de chefs de ménages dont les habitations ont été endommagées par un orage qui s'était abattu à Mpouya, dans le département des Plateaux, le 4 mars dernier



La DG de l'action humanitaire remettant un échantillon au sous-préfet de Mpouya ; crédit photo cabinet

Composée, entre autres, de tôles, pointes, matelas, sceaux, brouettes, jerricanes, étanchéités, fers et autres matériaux de construction, cette assistance du gouvernement permettra aux populations sinistrées de Mpouya de faire face aux immenses dégâts collatéraux de cette calamité naturelle, indique un communiqué de presse du ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité. La cérémonie de remise de ce don s'est dérou-

lée ce 20 avril au siège du district en présence des autorités locales, des sages, des chefs de quartiers et des populations après une pluie battante. Cet orage qui n'a pas causé de perte en vies humaines, a cependant occasionné deux blessés graves.

La directrice générale de l'action humanitaire qui a représenté le ministère en charge des Affaires sociales et de la solidarité et sa délégation ont pu se rendre compte des maisons totalement

ou partiellement détruites, des toitures emportées ou endommagées, des habitations construites en terre battue lézardées ainsi que des édifices publics partiellement détruits. Remettant un échantillon du don au sous-préfet de Mpouya, Gilbert Abali, Alice Tsoumou Gavouka Mpili, a rappelé aux populations que l'action humanitaire consiste à apporter aide, assistance et secours à toutes les personnes touchées par une catastrophe quelle que soit son origine. En effet, cette mission consiste à accompagner les populations, les aider à réparer ainsi qu'à appuyer leurs efforts en rapport avec les secteurs les plus touchés par la catastrophe. Se félicitant de l'importance combien particulière que le gouvernement accorde à l'assistance apportée aux populations en détresse, elle a prodigué quelques conseils aux habitants dans le cadre de la prévention et la réduction de l'impact des catastrophes naturelles.

« Il suffit de changer certaines de nos habitudes, d'adapter nos modèles de constructions aux changements climatiques, d'éviter la destruction de la couverture végétale sur nos flans de collines, de procéder au planting d'arbres dans la localité, ceci peut servir de brise vent et protéger ainsi nos populations », a conclu, Alice Tsoumou

Gavouka Mpili.

Le geste du gouvernement posé par le biais du ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité a été apprécié vivement par les bénéficiaires. « Nous étions surpris ce jour-là. L'orage n'a duré que 30mn, si je ne me trompe pas, laissant les populations du district de Mpouya en détresse et la plupart sans abri. On ne s'attendait pas à cet apport du gouvernement. Mais aujourd'hui c'est une réalité. Avec les tôles que je viens de recevoir, je vais pouvoir réhabiliter ma maison et y vivre encore avec toute ma famille », a laissé entendre Dominique Oualedzon.

Clarisse Ngakosso qui avait presque tout perdu, parle d'un grand jour : « J'avais presque tout perdu. Je dormais sur une natte après ces événements douloureux que nous avons connus. Je viens de recevoir un matelas et d'autres choses. Je vais renouer avec le lit. C'est merveilleux ! »

Situé au bord du fleuve Congo et subissant l'influence des vents violents et des pluies diluviennes, Mpouya est classé selon, le langage humanitaire, parmi les zones à risque du Congo. Mais c'est pour la première fois que le gouvernement apporte une assistance humanitaire aux populations de cette localité.

Parfait Wilfried Douniama



LE RESEAU DES SMARTPHONES

SIM MASOLO

Achète ta SIM et avec 50F seulement,
profite du forfait Masolo ya sika
Appels & Internet

Compose le *121*1#

5 minutes
d'appels



+ WHATSAPP,
TWITTER &
FACEBOOK
KDO



JOURNÉE INTERNATIONALE EN MÉMOIRE DES VICTIMES DE L'HOLOCAUSTE

Environ 100 étudiants sensibilisés à cette tragédie

Le 22 avril à Brazzaville, le Centre d'information des Nations unies (UNIC) a commémoré, en partenariat avec l'association «Debout femme autochtone du Congo», la Journée internationale en mémoire des victimes de l'Holocauste placée sur le thème : « l'Holocauste et la dignité humaine ».

Ce thème fait le lien entre le souvenir de l'Holocauste et les principes fondateurs des Nations unies. Il consacre en effet le droit de vivre sans discrimination et de bénéficier d'une égale protection au regard de la loi. Au cours de cette journée, les participants notamment les étudiants, les élèves et les membres d'organisations de la société civile ont suivi une projection relatant l'histoire sur l'extermination des juifs au camp concentrationnaire d'Auschwitz, en Allemagne. L'objectif étant de se souvenir des tragiques événements, afin que cela ne se reproduise plus d'une part et d'autre part, d'amener la société à lutter contre les préjugés racistes et xénophobes.

« Nul ne peut nier les crimes atroces commis durant l'Holocauste. Chaque année en honorant la mémoire des victimes et en rendant hommage au courage des survivants et de ceux qui les ont aidés et libérés, nous renouvelons notre engagement à prévenir pareilles horreurs et à condamner l'odieuse idéologie dont elles sont issues. Partout dans le monde des hommes, des femmes et des enfants continuent d'être victimes de discriminations et d'agres-



Une vue des élèves suivant l'exposé

sions, ils sont des millions à fuir la guerre, les persécutions et les privations. Le devoir nous commande de ne pas oublier le passé et d'aider ceux qui ont besoin de nous aujourd'hui », avait déclaré le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon le 27 janvier, à l'occasion de la célébration de la journée internationale en mémoire

des victimes de l'Holocauste. Un parallèle a été fait avec les réalités actuelles des minorités en Afrique, à l'instar des peuples autochtones. A cet effet, Joachim Emmanuel Goma-Thethet, spécialiste des questions de génocide, a exposé sur le thème : « l'Holocauste quelle leçon aujourd'hui pour les bantous et les peuples

autochtones d'Afrique centrale ». Il est revenu sur les cas de génocides contre les peuples autochtones et aussi sur les causes de

de population. Ensemble, bâtissons un monde où règnent une paix durable et le respect de la dignité et de la diversité », avait déclaré Ban Ki-moon à cette même occasion.

La présidente de l'association «Debout femme autochtone du Congo», Carine Nzimba Zere s'est, quant à elle, focalisée sur le thème : « Mieux se souvenir des victimes de l'Holocauste en luttant contre les discriminations à l'égard des peuples autochtones ». Dans son exposé émaillé de témoignages, elle a mis en relief les relations entre bantous et peuples autochtones, ainsi que la cohabitation qui s'avère difficile entre les deux peuples, car affirme-t-elle : « les bantous considèrent les peuples autochtones comme une race arrière ».

Ces conférenciers ont non seulement démontré la nécessité d'éduquer les nouvelles générations sur l'Holocauste et les relations intercommunautaires pour le respect de la dignité humaine, mais également la nécessité d'élaborer des programmes éducatifs pour prévenir les actes de génocide. Pour rappel, depuis 10 ans, le programme de communication sur l'Holocauste et les Nations unies se sont assignées pour mission de faire connaître l'Holocauste aux jeunes.

Josiane Mambou Loukoula



SNE

Société Nationale d'Electricité

Siège – Social : Boulevard Denis Sassou N'Guesso
B.P. 95 – Tél /Fax : 222.81.05.66/222.81.05.69
BRAZZAVILLE

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité * Travail * Progrès

COMMUNIQUE

La Société Nationale d'Electricité informe son aimable clientèle des villes de Brazzaville et de Pointe-Noire, qu'il sera observé du 11 avril au 1er mai 2016, des perturbations dans la fourniture d'électricité suite au **retrait de l'exploitation de la turbine GT2 de la Centrale Electrique du Congo de Pointe-Noire**, en raison des travaux de maintenance de ladite turbine.

La Société Nationale d'Electricité demande à son aimable clientèle de procéder, pendant cette période, à la consommation modérée de l'électricité et la prie de bien vouloir l'excuser du désagrément que ces travaux indispensables pourront causer. Elle la rassure des dispositions particulières qui sont prises, afin de minimiser l'incidence desdits travaux sur la fourniture de l'électricité.

Fait à Brazzaville, le 06 AVR 2016

Le Directeur Général
Président du Directoire

LOUIS KANOHA ELENZA





**FAIRE
VOYAGER
NOTRE
ÉLÉGANCE**

JOCELYN ARMEL
LE BACHELOR
CRÉATEUR DE LA MARQUE
CONNIVENCES
#TALENTUDUCONGO

NEW YORK

Le Congo signe l'Accord de Paris sur le climat

Les dirigeants du monde s'étaient pris rendez-vous à New York le 22 avril dernier. Objectif : apposer leurs signatures sur le document final élaboré à Paris à l'occasion de la Conférence mondiale sur le climat, COP21.

Les dirigeants du monde, réunis à New York, se sont engagés à contenir le réchauffement sous le seuil de 2°C et de poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C. Derrière ces engagements, se lit la volonté de réduire les risques et impacts du changement climatique.

La délégation congolaise à ce rendez-vous historique pour la planète était conduite par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Jean-Claude Gakosso. À ses côtés, son collègue du Tourisme et de l'Environnement, Josué Rodrigue Ngouonimba.

Au nom du Congo et de son président, Jean-Claude Gakosso a apposé sa signature, au bas du document, comme bien d'autres dirigeants des pays ou représentants des chefs d'Etat. « *Aujourd'hui, nous voici interpellés, en ces mêmes lieux, sur l'engagement que nous avons pris de ne ménager aucun effort pour traduire en actes concrets la volonté de nos nations. Il s'agit en l'occurrence, de donner une forte impulsion à la mise en œuvre de ce programme que nous avons voulu ambitieux et qui entérine les 17 Objectifs de développement*

durable (ODD) », a déclaré le chef de la diplomatie congolaise. Bien plus, Jean-Claude Gakosso a profité de la tribune des Nations unies pour présenter la straté-

naturelles, l'amélioration de la gouvernance, la modernisation des infrastructures et des services sociaux de base ainsi que la diversification de son écono-



La plénière de l'Assemblée générale des Nations unies

gie nationale de développement durable mise en œuvre par le Congo. Celle-ci s'aligne sur les ODD. « *Les bases d'un développement durable à travers la gestion rationnelle des ressources*

mie tels sont véritablement les fondements de cette stratégie. », a précisé le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Congo, le 21 avril à New York. Des propos qui s'appuient sur

une réalité de terrain qui place le Congo parmi les modèles. Une gestion rationnelle des forêts dont environ 2,5 millions d'hectares sont certifiées et d'autres millions d'hectares en phase d'aménagement. Autres éléments en faveur

Des réalités qui ont rendu fière la délégation congolaise, consciente d'avoir une expérience à partager aux autres pays du monde.

« *...notre engagement de créer toutes les conditions pour que chaque Congolais vive dans la dignité est d'autant plus ferme que les ODD dans lesquels nous entendons investir toutes nos ressources sont en parfaite adéquation avec la nouvelle vision du président de la République, Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso fraîchement réélu par son peuple. Une vision clairement déclinée dans son projet de société "la Marche vers le développement"* », a déclaré le ministre Jean-Claude Gakosso qui lors de son intervention sur le débat thématique de Haut niveau, a aussi évoqué l'Agenda 2030 adopté à addis Abeba en juillet 2015. Il a tenu à souligner l'importance de ce document qui prône le développement durable à l'instar de l'Accord final de Paris. Le rendez-vous de New-York, avec les nombreuses signatures recueillies, est vu comme le couronnement de l'action diplomatique du président français, François Hollande. L'Accord ainsi signé, il revient aux Etats de tout faire pour le mettre en œuvre.

Les Dépêches de Brazzaville

ETUDE DE MAÎTRES

Ange Pépin POSSENNE & Jean Ignace MASSAMBA
Huissiers de Justice, Commissaires-
Priseurs associés

AVIS DE VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

PAR AUTORITE DE JUSTICE



Maîtres Ange Pépin POSSENNE et Jean-Ignace MASSAMBA, Huissiers de Justice, Commissaires-Priseurs associés près la Cour d'Appel de Brazzaville, portent à la connaissance du public, qu'à la demande de la BGFIBank Congo, Il sera procédé, le Mardi 26 avril 2016 à 10heures précises en l'Office de Maître Jean-Marie MOUSSOUNDA, Notaire à la résidence de Brazzaville, Office 1er étage Immeuble City Center centre-ville Brazzaville;

A la vente au plus offrant et dernier enchérisseur des propriétés suivantes:

1- Propriété de 488,05m² comprenant un immeuble R+1 sise à Ouenzé, 01 rue Campement, croisement avec l'Avenue BOUETA MBONGO, Section P9, Bloc 40, parcelle 1, objet du Titre Foncier N°26.109, propriété abritant le siège social de la société NGUES-SIE Distribution Transport Congo dite «NGUEDISTRANSCO»,
2- Propriété non bâtie d'une superficie de 828,00m² sise à la Glacière Baongo, Section E, Bloc Parcelle 362, objet du Titre Foncier N°9252,

Toutes appartenant à la société NGUESSIE Distribution Transport Congo; Outre les charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges déposé au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Brazzaville et en l'Office du Notaire vendeur le 28 décembre 2015, les enchères seront reçues sur la mise à prix de Deux Cent Millions (200.000.000) Francs CFA pour la propriété de la rue Campement Ouenzé et Cent Vingt Cinq Millions (125.000.000) Francs CFA pour celle du Quartier La Glacière Baongo Brazzaville;



Pour plus d'informations, vous pouvez contacter tous les jours ouvrables:

1°)- Cabinet d'Avocats BRUDEY-ONDZIEL GNELENGA-LOCKO, sis 46, Avenue William GUYNET, Galerie Marchande de l'ARC 1er étage, Centre-ville B.P. 2041, Tél/fax : (242) 22 281 34 42.

2°)- Office de Maître Jean-Marie MOUSSOUNDA, Tél.06.664.83.17, 05.522.06.60;

2°)- Etude de Maîtres Ange Pépin POSSENNE et Jean-Ignace MASSAMBA, sise 13, rue Dispensaire Face Agence Crédit du Congo Poto-Poto, BP.14642, Tél.(242) 06.668.70.49 / 06.668.70.28 / 05.529.47.82 / 05.529.47.83, E-mail : office.possenne_massamba@yahoo.fr

Fait à Brazzaville, le 18 avril 2016
L'Huissier de Justice

ITALIE

Le Vatican s'élève contre la légalisation des drogues

La lutte contre l'expansion des trafics de drogues de toutes sortes dans le monde est dans l'éducation, pas dans leur légalisation.

Le représentant du Saint-Siège à l'ONU a été d'une inhabituelle fermeté jeudi dernier à New York où se débattait le thème de la drogue en tant que problème mondial. L'archevêque philippin Bernardito Auza, la voix du pape au sein de l'Assemblée générale des Nations unies, a volontairement laissé de côté le langage policé et diplomatique pour

dénoncer avec vigueur les velléités de trouver des circonstances atténuantes aux drogues dans leur infinie variété et nocivité.

« On ne lutte pas contre l'expansion des drogues dans le monde par la drogue », a tonné le représentant du Vatican. « La lutte contre la drogue passe par une prise en charge concrète de la question, qui elle-même passe par une meilleure éducation des jeunes aux valeurs de la vie en société ; par une plus grande implication des familles », a dit le haut-prélat. La ferme position du

Vatican a été suscitée par des voix à l'ONU demandant que les drogues dites légères soient autorisées pour assécher la tentation de leur trafic. Pour Mgr Auza, de telles velléités sont douteuses. Il n'existe pas, a-t-il dit en substance, des drogues « récréatives » et des drogues « dures » : toutes induisent une altération de la personnalité à plus ou moins longue échéance. Il a rappelé une prise de position récente du pape François insistant pour l'éducation des jeunes et « l'accompagnement de ceux qui sont en difficulté afin de leur redon-

ner espérance et goût de vivre », et non leur inculquer une ravageuse culture d'autodestruction.

« Voilà pourquoi le Saint-Siège estime très problématiques les tentatives de légalisation des drogues dites récréatives, car en définitive, la bataille contre la drogue ne peut se gagner avec de la drogue. C'est au sein de la famille, en tissant des liens solides avec la société que la bataille contre les drogues se gagnera », a insisté l'Observateur permanent du Saint-Siège à l'ONU.

Lucien Mpama

NÉCROLOGIE

Olo Wilfrid, agent des Dépêches de Brazzaville, a la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès brutal de l'adjudant Ngandzo Fulgence, agent de la police routière, survenu le mercredi 19 avril 2016.

La veillée mortuaire se tient à son domicile sis quartier Massengo « arrêt Mastero » Itatolo.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Les enfants Bissoko, la veuve et familles ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès le jeudi 21 avril 2016 à Brazzaville, de leur frère aîné, enfant, et père Armand Landry Bissoko.

La veillée se tient au domicile familial, sis au N° 60, rue Haoussas à Poto-Poto (en face du PSP, ex Gendarmerie).

Le programme des obsèques fera l'objet d'une annonce ultérieure.

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle MAYOUMA Dubrant. Je désire désormais être appelé KINOJANI Dubrant.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

À LOUER

A Brazzaville quartier résidentiel près du Centre Culturel Français	Dans un terrain de 2200 m ² avec :
Une villa comprenant :	-3 annexes
-7 chambres	-1 grande piscine
-1 salon	-1 garage
-1 Salle à manger	Téléphone :
-1 cuisine	05 551 87 12 /
	05 049 76 07

À VENDRE

Voiture de marque Toyota Yarhis (gasoil) en bon état.
Prix : 4 millions FCfa
Contact : 06 666 70 65

REMERCIEMENTS

Abel Eoutoumba, Charlotte Eoutoumba, Joséphine Omboumahou et les enfants Isaac, Jersey, Shekina et Amour Eoutoumba, la veuve Mélanie Mboussa ainsi que toute la famille sont très sensibles à la marque de compassion, à votre soutien multiforme que vous leur avez apportée lors du décès, le 21 mars 2016, en France, de leur frère, neveu, oncle et papa André Marie Eouotoumba, ancien DG du Cenages. Que le Seigneur Tout-Puissant fortifie la solidarité agissante entre les hommes. Nous vous remercions très reconnaissants.



SPECTACLE



Djoson Philosophe « The Winner, O Vencedor, El Caliente » et l'orchestre SUPER NKOLO MBOKA en spectacle tous les dimanches à partir de 18h00, à la terrasse bar Night club « Five Stars ». Situé sur la deuxième sortie nord à Talangaï en face du viaduc, en allant vers Petit-chose.

TCHAD

Les défis qui attendent Idriss Déby Itno, le président réélu

Le président tchadien Idriss Déby Itno qui a été réélu avec près de 62% des suffrages, selon les résultats provisoires annoncés le 21 avril, devra relever plusieurs défis durant son cinquième mandat pour redonner espoir au peuple tchadien tant à N'Djamena, la capitale déjà réputée frondeuse pour plusieurs raisons, que dans d'autres villes du pays.

Si les résultats qui lui donnent vainqueur sont confirmés, dans une quinzaine de jours par la Cour constitutionnelle, Idriss Déby Itno aura plusieurs défis sur le plan sécuritaire que socioéconomique. En ce qui concerne la sécurité de son peuple, il compte sur le soutien des Occidentaux, qui ont fait de lui un partenaire incontour-

nable dans la guerre contre les islamistes – notamment de Boko Haram – au cœur d'une région troublée, percluse de conflits. La victoire à la présidentielle du président ne masquant nullement le mécontentement économique et social grandissant de la population du fait du coût élevé de la vie à travers le pays, de l'austérité budgétaire et de la



corruption, le chef de l'Etat devra mettre tout en œuvre pour faire face à ces obstacles qui alourdissent le fardeau des 13 millions d'habitants, dont la moitié vit sous le seuil de pauvreté. Avant la publication des résultats provisoires, les candidats de l'opposition avaient accusé le pouvoir de fraude, estimant qu'aucun candidat « ne peut l'emporter au premier tour », au vu des résultats dont ils disaient disposer.

Notons que le chef de l'opposition, Saleh Kebzabo, est arrivé en deuxième position de la présidentielle du 10 avril avec 12,80 % des voix. Laokein Kourayo Medar, maire de Moundou, capitale économique située dans le sud, a occupé la troisième place avec 10,69 % des suffrages.

Arrivé au pouvoir le 4 décembre 1990, à la faveur d'un coup d'Etat, notamment après avoir chassé Hissène Habré, Idriss Déby Itno n'a jamais cédé le moindre pouce de terrain face aux tentatives de déstabilisation dans son pays.

Nestor N'Gampoula

JO DE RIO 2016

Le programme des tournois de football

La cérémonie officielle des Jeux olympiques de Rio aura lieu le 5 août prochain. Mais deux jours avant débiteront les tournois de football.

Le tirage au sort effectué le 14 avril avait dévoilé les compositions des groupes.

Chez les messieurs

Le groupe A : le Brésil pays organisateur, l'Afrique du sud, l'Irak et le Danemark.

Le groupe B : la Suède, la Colombie, le Nigeria et le Japon.

Le groupe C : le Fidji, la République de Corée, le Mexique et l'Allemagne.

Le dernier groupe : le Honduras, l'Algérie, le Portugal et l'Argentine.

Chez les dames

Le groupe E : Brésil, la Chine, la Suède et l'Afrique du sud.

Le groupe F : le Canada, l'Australie, le Zimbabwe et l'Allemagne

Le groupe G : les Etats-Unis, la Nouvelle Zélande, la France et la Colombie.

Les premiers matches de la compétition vont se disputer le 3 août.

Chez les dames

Suède - Afrique du sud

Canada - Australie,

Brésil - Chine

Zimbabwe - Allemagne.

Etats-Unis - Nouvelle Zélande

France - Colombie.

Les hommes prendront le relais la veille de la cérémonie d'ouverture (le 4 août)

Irak - Danemark

Honduras - Algérie,

Brésil - Afrique du sud

Fidji - République de Corée

Portugal - Argentine

Suède - Colombie

Mexique - Allemagne

Nigeria - Japon.

Le 6 août, les dames entameront leur deuxième journée de compétition.

Canada - Zimbabwe

Etats-Unis - France

Allemagne - Australie

Afrique du sud - Chine

Colombie - Nouvelle Zélande

Le 7 août, les hommes vont eux aussi entamer leur deuxième journée.

Suède - Nigeria,

Honduras - Portugal

Japon - Colombie

Fidji - Mexique

Allemagne - Algérie

Danemark - Afrique du sud

Allemagne - Corée

Brésil - Irak

Le 9 août chez les dames :

Colombie - Etats-Unis

Nouvelle Zélande - France

Afrique du sud - Brésil

Chine - Suède

Australie - Zimbabwe

Allemagne - Canada

Le 10 août chez les messieurs :

Algérie - Portugal

Argentine - Honduras

Allemagne - Fidji

Corée - Mexique

Colombie - Nigeria

Japon - Suède

Danemark - Brésil

Afrique du sud - Irak

Les quarts de finale vont se disputer le 12 pour les dames et le 13 août pour les messieurs. Les demi-finales les 16 et 17 août. Le match de classement et la finale des dames se joueront le 19 août et ceux des hommes un jour après.

James Golden Eloué

Portrait

Né en 1952 à Fada dans le Nord du Tchad, Idriss Déby entre à l'école d'officiers d'active de N'Djamena - promotion 1975-1976 - après son admission au baccalauréat. Il intègre ensuite l'Institut aéronautique d'Amaury la Grange de Hazebruk en France d'où il sortira pilote de transport, diplômé parachutiste.

Idriss Déby retourne au Tchad en 1979, en pleine guerre civile. Deux ans plus tard, soit en 1981, il est nommé chef d'état-major adjoint des forces armées du Nord d'Hissène Habré. En 1983, il est promu commandant en chef des Forces armées nationales tchadiennes au moment où le pays écume plusieurs groupes rebelles se réclamant du général Wadal Abdelkader Kamougué. Idriss Déby Itno est ensuite promu au grade de Colonel, avant de se rendre en France où il suivra des cours à l'Ecole Supérieure de Guerre Inter-Armées de 1986 à 1987.

De retour au pays, il est nommé conseiller à la présidence de la République, chargé de la Défense et de la sécurité par Hissène Habré. Il occupe en même temps les fonctions de commissaire aux Armées et à la Sécurité au sein du Bureau exécutif du Comité central de l'UNIR, le parti unique de l'époque.

Le 1er avril 1989 marque le point de départ du désaccord avec le président Hissène Habré qui accuse de complot trois de ses proches : Idriss Déby, Hassan Djamous et Mahamat Itno. Les deux autres ont été tués alors qu'Idriss Déby Itno réussira à trouver refuge au Soudan. Il y fonde en mars 1990 sa rébellion, le mouvement patriotique du salut qui chasse Hissène Habré du pouvoir la même année.

A partir donc de cette année, commence le début du règne le plus long dans l'histoire des présidents tchadiens puisque Idriss Déby remporte toutes les élections qu'il organise : celles notamment de 1996, 2001, 2006, 2011 et 2016. Pour ce quinquennat qui prendra fin en 2021, le président a d'ores et déjà promis la révision de la Constitution pour limiter à deux le nombre de mandats présidentiels.

L'ALCOOL

Boire ou conduire? Il faut choisir... La conduite en état d'ivresse constitue un délit.

LA VITESSE

La gravité d'un accident de la route est fonction de la vitesse. Adoptez une vitesse responsable, épargnez votre vie et celles des autres. Un accident n'arrive jamais par accident.

LE PORTABLE

Au volant, le téléphone portable est un outil de distraction. Il retient votre attention et vous fait oublier le danger. Téléphone au volant, danger au tournant

MINISTERE DES TRANSPORTS

Campagne de sensibilisation sur la sécurité routière

L'ASSURANCE ET LE CONTROLE TECHNIQUE

L'assurance et le contrôle technique sont obligatoires au Congo.

LES INCIVILITÉS AU VOLANT

Respectez votre prochain, apprenez à laisser la priorité. Savoir conduire, c'est savoir vivre.

LA CEINTURE

Le non-port de la ceinture est responsable d'un tiers des accidents. Avec la ceinture de sécurité, Attachez-vous à la vie!! Un petit clic vaut mieux qu'un grand choc



DIRECTION GÉNÉRALE DES TRANSPORTS TERRESTRES



SECURITE ROUTIERE: ENSEMBLE ON EST SUR LA BONNE ROUTE



CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Les quatre ans de Matata Ponyo passés au crible

D'une manière générale, les députés ont dénoncé, dans leurs interventions, le fait que la stabilité du cadre macroéconomique tant vanté par le chef du gouvernement n'a pas impacté positivement le social des Congolais.

Le Premier ministre Matata Ponyo était face aux députés le 20 avril. Il répondait à la question orale avec débat que le député Mbindule Mitono lui a adressée autour du niveau d'exécution du programme du gouvernement 2012-2016. Placée dans le cadre du contrôle parlementaire, cette initiative parlementaire a offert l'occasion au Premier ministre de dresser le bilan de ses quatre années à la tête de l'exécutif national. Dans son intervention, Matata Ponyo a égrené quelques-unes de ses réalisations tout en se félicitant que, sur le plan de l'évolution textuelle des performances réalisées dans la stabilisation du cadre macroéconomique et l'accélération de la croissance, bien d'efforts ont été accomplis.

Le chef du gouvernement a, cependant, noté qu'au cours du premier trimestre 2015 et au cours de ces trois premières semaines du mois d'avril 2016, il a été observé un frémissement au niveau du marché de change avec une dépréciation de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères. Le gouvernement, a-t-il indiqué, s'attelle à résoudre cette question de manière durable pour préserver les acquis du cadre macroéconomique. Concernant notamment le volet social, le Premier ministre a affirmé que cette rubrique a bénéficié d'un montant de plus de

4 mille milliards de FC, soit près de 28 % du budget national. Ce qui, d'après lui, traduit la volonté toujours renouvelée du gouvernement d'améliorer le social de la population congolais. Nonobstant ce satisfécit, de nombreux intervenants ont, pendant le débat, stigmatisé la disparité entre le discours officiel et les réalités sur le terrain. La stabilité du cadre macroéconomique tant vanté n'a pas amélioré le vécu quotidien des Congolais, ont déclaré certains députés pendant que d'autres ont loué les performances du gouvernement qui, d'après eux, a accompli « des progrès considérables » dans plusieurs domaines.

En termes de recommandations, il a été notamment demandé au gouvernement de sanctionner les détournements des deniers publics, notamment ceux cités à l'issue des travaux de séminaire sur le « coulage des recettes publiques » qui s'est tenu il y a quelques mois à Kinshasa. Matata Ponyo a, par ailleurs, été exhorté à rouvrir les médias de l'opposition fermés et à procéder à la libération de tous les détenus politiques qui crouissent encore dans les geôles au nom de la décrispation politique. C'est le 28 avril que Matata Ponyo sera de nouveau devant les députés pour répondre à leurs préoccupations.

Alain Diasso

ABBW2016

Patricia Veringa-Gieskes évoque les défis de la formation en RDC

La chef d'entreprise a créé et dirige depuis dix ans « The Job Factory », l'une des plus grandes agences d'intérim que compte la RDC. Elle a aussi été la marraine de la première édition du Kinshasa international forum (Kinfor), organisée dans la capitale congolaise au mois de janvier dernier par l'ASBL Africa Rise.

Les défis de la formation en RDC sont multiples, a fait savoir Patricia Veringa-Gieskes dont la structure dispense des formations en milieu urbain et rural. « Le premier défi est celui de l'accès à la formation. Les formations sont souvent données dans des lieux très centralisés, souvent à Kinshasa et rarement dans les coins les plus reculés », a-t-elle fait savoir, avant d'évoquer le second défi qui est celui du coût de la formation. « La formation coûte cher, mais cela coûte encore plus cher d'avoir un personnel sans formation », a-t-elle fait remarquer.

L'autre problème auquel la CEO de « The Job Factory » est confrontée est celui de l'analphabétisme. « Certaines femmes à qui j'ai donné une formation à Kindu, dans la province du Maniema, ne savent ni lire ni écrire. Pourtant ce sont des femmes entrepreneures qui évoluent dans le secteur de l'agriculture. Mais ce sont des femmes qui sont dé-



Patricia Veringa-Gieskes

terminées à se former car elles étaient toujours présentes très tôt le matin jusqu'au soir tout au long de la période de formation. Même à Kinshasa aujourd'hui, on retrouve des jeunes femmes qui ne savent ni lire ni écrire. C'est un très grand défi à relever car ce n'est pas évident de former ce type de personnes », a indiqué Patricia Veringa-Gieskes.

Par ailleurs, a-t-elle fait savoir, l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication constitue également un problème dans le secteur de la formation. « Il ne s'agit pas seulement de l'Internet mais simplement de l'utilisation de l'outil informatique », a-t-elle fait remarquer. Sur un autre registre, la CEO de « The Job Factory » a pointé du doigt la corruption qui constitue également un obstacle

. « Certains jeunes aujourd'hui usent de la corruption pour obtenir leurs diplômes. Mais quand on les teste, ils n'ont aucune connaissance de la matière qu'ils sont censés maîtriser au regard ces mêmes diplômes », a-t-elle déploré. Pour sa part, a-t-elle révélé, elle a toujours refusé de pratiquer la corruption, même lorsqu'il était question d'obtenir tous les documents nécessaires à la création de son entreprise.

« La réglementation en vigueur exige d'être un centre de formation certifié. Les démarches administratives prennent quelques mois à entreprendre. Mais nous avons eu notre autorisation après trois ans et demi parce que l'on a refusé de pratiquer la corruption. C'est aussi un défi à relever lorsque l'on veut se lancer dans le domaine de la formation de manière professionnelle », a souligné Patricia Veringa-Gieskes. Pour cette dernière, le plus grand défi aujourd'hui dans le domaine dans lequel elle évolue reste celui du financement. « Il y a encore beaucoup de défis mais rien n'est impossible. Il faut travailler, proposer des idées et rechercher des partenaires qui pourront financer les formations », a-t-elle conclu.

Patrick Ndongidi

Des échanges fructueux entre hommes d'affaires africains et européens

Débutée le 20 avril, la troisième édition de l'Africa-Belgium business week (ABBW), organisée par l'ASBL Africa Rise, s'est clôturée le 22 avril à Genval, dans la province du Brabant Wallon en Belgique.

Dans le somptueux cadre du Martin's Château du Lac, des hommes d'affaires, venus de plusieurs pays et à la recherche de nouveaux relais de croissance de leurs entreprises, ont pu échanger et nouer des partenariats fructueux dans leur stratégie de conquête de nouveaux marchés. Les trois jours du forum ont été rythmés par des présentations en plénière, des ateliers ainsi que des séances BtoB au cours desquels les différentes délégations ont pu discuter en détails de leurs éventuelles collaborations. À titre d'exemple, un partenariat a été signé entre le groupe belge Delaunoy, déjà très actif en Afrique, et l'entreprise GDB Engineering du Congo-Brazzaville. Dan Bassou, directeur général de l'entreprise, faisait partie des membres de la délégation congolaise présents à l'ABBW, où ils ont eu l'opportunité de présenter leur savoir-faire ainsi que leurs attentes. Les sociétés de la province du Brabant Wallon ont également présenté leur expertise notamment dans le secteur de la grande exportation.

Dans son mot de clôture, la députée Isabelle Kibassa, marraine de



Une vue de l'équipe d'America Rise lors de la clôture des travaux

l'ABBW, a estimé que la troisième édition de l'évènement a gagné en qualité. « Les rencontres des entrepreneurs africains et européens à Genval devient un outil incontournable de développement des affaires. Mais il ne s'agit pas de n'importe quel développement. Nous avons vu et entendu des PME parler de leurs projets et ambitions pour l'Afrique ; des responsables africains analyser précisément les besoins de leurs pays et surtout présenter les visions stratégiques pour ceux-ci ; les entrepreneurs de différents continents et de différents pays se parler, se comprendre, se trouver des intérêts, imaginer et surtout concevoir des synergies. Nous avons vu l'utopie de la jeunesse rencontrer l'expertise des aînés dans des projets de développement durable et porteurs d'une

économie nouvelle », s'est-elle félicitée.

Kinfor 2017

Pour sa part, Patricia Gieskes, marraine du Kinshasa international forum (Kinfor), également organisé par Africa Rise, a invité les entrepreneurs africains, belges et européens à participer à la prochaine édition de cet évènement prévu pour janvier 2017. La première édition s'est déroulée en janvier 2016.

Africa Rise, explique-t-on, est une organisation belge qui a pour vocation de faciliter les contacts entre les entrepreneurs européens et leurs homologues africains et de participer à l'émergence de l'Afrique. Dans cette optique, elle organise deux forums : l'Africa-Belgium Business Week-ABBW et le Kinfor.

P.Nd.

SELON LE MAGAZINE TIME

Dr Denis Mukwege parmi les cent personnes les plus influentes au monde

Le magazine américain ne retient, dans sa dernière édition, que trois personnalités africaines, toutes membres de la société civile, dont le gynécologue congolais.

Le gynécologue congolais, déjà lauréat du prix Sakharov du Parlement européen pour la liberté de l'esprit de l'Union européenne qui lui est décerné en 2014 vient d'être honoré une nouvelle fois par le magazine américain Time. Dans sa dernière livraison, cette publication qui dresse annuellement la liste des cent personnes parmi les plus influentes au monde, reconnaît la qualité du travail qu'abat le médecin congolais plébiscité dans la catégorie « Icônes ». Agé de soixante et un ans, le Dr Denis Mukwege force l'admiration par son degré d'humanisme et son sens aigu d'altruisme.

Connu pour son engagement en faveur des femmes victimes de viols en RDC, il a eu à soigner,

depuis l'ouverture en 1996 de sa clinique de Panzi à Bukavu, plus de 40.000 femmes et petites filles victimes de violences sexuelles dans la région. « La région où je vis est l'une des plus riches de la planète (...) [où] le corps des femmes est devenu un véritable champ de bataille, et le viol est utilisé comme une arme de guerre », dixit le chirurgien dans son discours devant le Parlement européen. Encore et toujours au chevet des femmes violentées, il incarne l'espoir de vie pour la gent féminine.

Dr Denis Mukwege est sélectionné parmi deux autres personnalités africaines, toutes membres de la société civile, l'érythréen Mussie Zerai et la gambienne Jaha Dukureh. Le premier est un prêtre catholique qui s'est constitué en une bouée de sauvetage pour des milliers de migrants en détresse en mer Méditerranée, tandis que la seconde mène un combat acharné contre l'excision.

A.D.

ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

La RDC parmi les signataires

Cet Accord sera ouvert à la signature des Etats jusqu'au 17 avril 2017 et n'entrera en vigueur que lorsqu'il sera rejoint par au moins cinquante-cinq pays responsables d'au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre.

Le président de la République, Joseph Kabila Kabange, a signé le 22 avril à New York, l'Accord de Paris sur le climat qui engage la RDC, autant que plusieurs États membres de la communauté universelle, dans la dynamique de lutte contre le réchauffement climatique. Dans ce processus, l'implication de la RDC est largement souhaitée au regard du potentiel que regorge le pays en matière de l'équilibre écologique. C'est non sans raison, d'ailleurs, que Joseph Kabila a, dans son intervention, mis une emphase particulière sur l'atout énergétique de la RDC dont le potentiel est estimé à 100 000 MW. Une donne très importante susceptible d'être exploitée à bon escient dans la lutte contre la détérioration de la nature pour la production d'électricité, a recommandé Joseph Kabila. Et

d'indiquer que « l'Accord de Paris est une opportunité » et qu'il est « crucial de le respecter ».

La place prépondérante qu'occupe la RDC, dans cette lutte contre le réchauffement climatique, résulte de ses prédispositions naturelles en tant que poumon de l'humanité, étant donné que le bassin du Congo occupe la seconde place au monde après l'Amazonie, notent les experts. L'Accord signé au siège des Nations unies restera historique en ce sens que, comme l'a fait remarquer le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon à l'ouverture de la cérémonie, « *jamais auparavant un aussi grand nombre de pays n'avaient signé un accord international en une seule journée* ». Au total, 175 États membres ont paraphé ledit Accord conclu à Paris le 12 décembre dernier lors de la dernière Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Un traité contraignant ayant pour but de limiter le réchauffement climatique à moins de 2° Celsius. Et déjà, quinze

États ont d'ores et déjà déposé leurs instruments de ratification. De l'exécution de cet Accord, l'on retiendra qu'il engage ses signataires à limiter la hausse de température « bien en-deçà de 2° » et à « poursuivre leurs efforts » pour limiter cette hausse à 1,5°C. La signature intervenue à New York ne constitue, en somme, qu'une première étape d'un processus censé aboutir à la ratification dudit Accord, peut-être en 2017, par près de cinquante-cinq pays responsables d'au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre. Ce n'est qu'à ce prix que l'Accord de Paris pourrait entrer en vigueur, apprend-on. Les pays signataires devront par ailleurs adopter l'Accord au sein de leurs propres systèmes juridiques, par voie de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. La cérémonie de New York constitue donc une avancée, sans précédent, dans la lutte contre le réchauffement de la planète, source de dérèglement et de menaces croissantes pour l'homme et la nature.

Alain Diasso

FINANCES

Des « rapports incestueux » responsables de la contreperformance des banques

Nombre d'experts sont convaincus que le secteur bancaire entretient des relations coupables avec les entreprises qui sont, pour certains établissements bancaires, à l'origine de leur création. Les critiques fusent un peu de partout depuis le déclenchement de la crise qui a secoué la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac). Une rupture de la confiance entre les institutions bancaires et les clients serait le pire scénario pour la RDC.

Après les guerres qui ont endeuillé la RDC, beaucoup de grandes banques internationales ont préféré quitter le pays. Profitant du vide et de la situation de faillite des banques publiques, les entrepreneurs ont profité du créneau pour continuer à gérer leurs transactions financières. C'est la naissance des banques familiales : Raw Bank (famille Rawji), TMB (famille Lévy), BCDC (famille Forrest), Biac (famille Blattner) et BIC (à l'époque famille Kinduelo avant son rachat). Aujourd'hui, ces banques familiales contrôlent plus 70 % du marché bancaire. Par la suite, il y a eu une vague constituée des banques professionnelles régionales qui peinent d'ailleurs à arracher des parts de marché. Aujourd'hui, il y a une obligation pour les banques familiales de travailler en respectant scrupuleusement les normes en vigueur sous l'œil vigilant du régulateur. Certes, au fil des années, la situation bancaire a connu une évolution. La concurrence à 18 n'est pas facile pour les banques commerciales qui multiplient les produits et services pour ne pas disparaître. Entre 2001 et 2013, en l'espace donc de douze ans, le volume du crédit a été multi-

plié par 40, avec une augmentation moyenne de 33 % l'an. Mais beaucoup restent à faire en termes de créativité pour stimuler le développement du crédit d'investissement et même arriver à une meilleure intervention du secteur bancaire à l'essor économique de la RDC. Or, l'on déplore non seulement le faible financement de l'économie par le secteur financier mais également le peu de diversité de l'offre. À ce jour, le taux de bancarisation se situe à un niveau insignifiant, à peine 6 %. Il y a donc une épargne populaire à collecter. D'où l'intérêt porté ces dernières années sur les micro, petites et moyennes entreprises. Malheureusement, les faiblesses institutionnelles des institutions de micro-finances les empêchent de tirer leur épingle du jeu.

Combattre les mauvaises pratiques Avec l'avènement de la Biac et les informations en notre possession sur une montée des retraits dans d'autres grandes banques du pays, le débat sur les banques prend désormais une toute autre tournure. Émile Muadimanga Ilunga a réalisé une profonde réflexion sur « *les risques bancaires et dispositifs prudentiels de gestion en RDC* » dans son dernier livre paru aux éditions LHarmattan. Réagissant à ce livre, un éminent économiste congolais, le Pr Kabuya, a confirmé que le grand risque actuel pour les banques est le crédit. Paraphrasant l'auteur, le Pr Kabuya s'inquiète du fait que les banques cherchent à se protéger en recourant à des taux d'intérêt élevés. Et c'est là également qu'il pose la problématique des « *rapports incestueux* ». « *Il arrive*

de plus en plus chez nous, en RDC, un autre type de risque. Le risque de voir le propriétaire lui-même tirer profit justement de ce que la banque lui appartient. La banque s'occupe en priorité de ses propres activités au détriment des autres clients ».

Mais il y a moyen d'améliorer et de protéger les banques à travers des mesures, notamment, de redressement financier à prendre dans les délais appropriés et d'augmentation du capital minimum des banques établi actuellement à 10 millions de dollars américains. Rompant sa réserve, le Pr Tshiuza Mbiye, membre du conseil d'administration de la Banque centrale du Congo, a passé une partie de sa carrière à étudier la monnaie et la banque. Et il fait un constat accablant. « *Par le passé, sur dix banques créées, cinq sont appelées à disparaître, dit l'auteur. La situation n'a pas changé aujourd'hui. Il y a des éléments de risque qui justifient ce constat. Il faut que chaque acteur, le régulateur et le gestionnaire des banques, joue son rôle* ». Pour lui, les propriétaires des banques doivent arrêter de considérer l'épargne publique comme leur argent. « *Des crédits énormes sont octroyés aux entreprises apparentées et aux proches. On va même jusqu'à restructurer les crédits octroyés. On donne un moratoire, on réduit le taux d'intérêt ou alors on allonge le délai de remboursement. Entre-temps, ces pratiques dégradent la structure financière de la banque. Il faut nécessairement capitaliser pour couvrir les pertes. Ce qui n'est pas fait* », conclut-il. Une affaire à suivre.

Laurent Essolomwa

ELECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES HORS DÉLAI

Le G7 responsabilise la majorité présidentielle

Pour cette plate-forme politique, la saisine de la Cour constitutionnelle par les députés de la majorité au pouvoir est une énième tentative pour contourner les échéances électorales fixées par la Constitution et donner une légalité au plan funeste de glissement pour se maintenir au pouvoir contre la volonté du peuple congolais.



Les Honorables Christophe Lutundula et Olivier Kamitatu, encadrés par d'autres membres du directoire du G7 Photo Adiac

Dans un point de presse tenu, le 22 avril à son siège, par ses deux vice-présidents, les Honorables Olivier Kamitatu et Christophe Lutundula, le G7 a notamment fustigé la saisine de la Cour constitutionnelle (CC) par les députés de la majorité présidentielle (MP), sollicitant l'interprétation de certains articles de la Constitution. « *Est-il besoin d'interpréter des choses aussi simples et claires ?* », s'est demandé cette plate-forme politique. Pour le G7, cette action de la MP rentre dans le cadre de la « *stratégie de sabotage du processus électoral qui a consisté tour à tour, à tenter de subordonner les élections au recensement général de la population et de changer la loi électorale, ensuite à installer précipitamment vingt-et-une nouvelles provinces, à instrumentaliser la Cour constitutionnelle et la Céni et à asphyxier financièrement celle-ci pour qu'elle ne remplisse pas sa mission constitutionnelle* », qui a, selon cette plate-forme politique de l'opposition, volé d'échecs en échecs.

Tentative pour contourner les échéances électorales

Pour le G7, cette saisine de la Cour constitutionnelle par les députés de la majorité au pouvoir est « *une énième tentative pour contourner les échéances électorales fixées par la Constitution et donner une légalité au plan funeste de glissement pour se maintenir au pouvoir contre la volonté du peuple congolais* ». À en croire le G7, l'initiative des députés nationaux de la MP vise à éviter que la question en soit débattue au cours du dialogue « *qu'elle tente pourtant de vendre à grand renfort de clips, d'affiches publicitaires et de chansons* », et d'obtenir de la CC la prorogation du mandat du chef de l'État actuel à la tête du pays au-delà du terme constitutionnel et ouvrir à la Céni la voie à l'organisation de l'élection du nouveau président de la République en dehors du délai constitutionnel.

De l'avis de cette plate-forme politique, « *si les élections ne se tiennent pas dans le délai constitutionnel, la responsabilité entière d'un tel échec incombera totalement à ceux qui sont au pouvoir et à eux seuls qui ont planifié le blocage du processus électoral et mené la stratégie du fait accompli en cascade pour conduire le pays à l'impasse et obtenir un glissement extraconstitutionnel du président Kabila* ». Le G7 s'est, par conséquent, dit étonné que la MP saisisse la CC alors qu'elle réclame à cor et à cri la tenue du dialogue national qu'elle présente comme la baguette magique aux entraves qu'elle a cyniquement dressées sur le chemin des élections et de l'alternance démocratique en RDC.

Devant cette réalité, ce regroupement politique a interpellé la conscience morale et interrogé l'éthique professionnelle des hauts magistrats de la CC « *qui portent désormais, par leur comportement et décision, la lourde responsabilité de la paix civile et de la cohésion nationale* » en RDC. Le G7 qui s'est souvenue des épisodes de l'histoire de la côte d'Ivoire, exhorte, est-il dit, les sages de la Haute cour à se racheter auprès du peuple et à éviter la reproduction des telles expériences à la RDC. « *L'histoire sanctionne toujours, tôt ou tard, ceux qui l'offensent et trahissent les peuples* », a souligné le G7.

Rejet du dialogue politique convoqué par le chef de l'État

Le G7 a également réaffirmé qu'il ne participera pas au Dialogue national convoqué par l'ordonnance du président Kabila du 28 novembre 2015 et réitére son soutien à la résolution 2277 du Conseil de sécurité, qui souligne la nécessité de respecter la Constitution et d'organiser les élections dans les délais qu'elle prescrit. Mais la plate-forme, qui s'en tient à sa proposition de mettre en place un panel de facilitation, s'est aussi dite disposée à contribuer activement à la mise en œuvre de cette résolution et appuiera toute initiative allant dans ce sens. Ce point de presse a également permis au G7 de s'exprimer sur certaines autres questions brûlantes de l'heure dont la situation sécuritaire, la mise à sac du siège de l'Unafec, des incidents meurtriers de Kolwezi, la situation à Kinshasa et en Ituri ainsi qu'au Nord-Kivu.

Lucien Dianzenza

HUMOUR

Les Nyotas atterrissent sur la scène

Il faudra assurément désormais compter avec le duo comique composé juste quelques mois avant de faire la première partie de la seconde soirée Made in Congo proposée, le 26 mars, par le Festival international d'humour de Kinshasa Toseka à la Halle de la Gombe.

Lorsque Les Dépêches de Brazzaville demandant à Jeovitha Songwa et Prynresse Watuwila de se présenter, elles répondent pratiquement en chœur : « Nous sommes les Nyotas, deux jeunes humoristes et nous venons à peine de faire notre première prestation publique en duo. Nyota veut dire étoile, nous sommes des étoiles en devenir, nous nous imaginons déjà étoiles ». Et Prynresse Watuwila précise la première : « Moi, je suis diplômée de l'Institut national des arts (INA) depuis l'année passée ». Puis à son tour Jeovitha Songwa ajoute : « Et moi, je suis à l'INA maintenant, en deuxième graduat, je termine l'année prochaine ». Complices en dehors de la scène comme si elles y étaient encore, elles adorent jouer aux jumelles. Pour leur première sortie, le public les a découvertes dans

un spectacle où elles s'amusaient à faire de l'autodérision et de la comparaison. Elles l'ont résumé de la sorte : « Nous comparons les Africains et les Européens ainsi que la manière dont les mères africaines et les européennes traitent leurs enfants. Plus précisément, une mère congolaise et une mère française parce que leur façon de se comporter et d'élever leurs enfants est vraiment différente ». Elles commentent par la suite les derniers moments des coulisses. Elles indiquent qu'avant de monter sur scène, elles n'étaient pas ensemble. « Moi, je faisais les cent pas de mon côté et elle, de l'autre, me faisait des bisous de loin », explique Jeovitha. Et d'ajouter : « Je stressais tellement de la voir si loin et me demandais comment sera notre entrée ? Et si on ratait notre première phrase ? Et si les gens ne riaient pas ? Toutes ces pensées défilaient dans notre tête ». Pour sa part, Prynresse raconte : « Moi, quand je suis arrivée sur scène et que j'ai senti sa présence, lorsqu'on a posé, le public réagissait déjà, je me suis dit, c'est bon ». Puis en chœur, lancent-elles, entre quelques petits rires complices : « On s'est amusées sérieusement.

Quand le public réagissait, quand il réagit ça fait chaud au cœur, ça te stimule encore plus ». Au bout de la soirée, Jeovitha est convaincue : « Pour une première, on l'a fait ! On ne s'imaginait pas ça. En tout cas, moi je ne m'imaginai pas que le public réagirait aussi bien ». Avec Prynresse c'est pareil : « Pour une première, on l'a fait ! Mais on a encore du travail à faire. Ce n'est pas un prétexte pour arrêter de travailler. Nous devons continuer à travailler sinon nous ne serons pas meilleures et le public ne nous suivra pas ». Jeovitha reprend : « Pour une première, c'était vraiment fantastique ! », « magique, oui ! », ajoute Prynresse et c'est une série de petits rires qui s'ensuit.

Un look sur mesure

Il se passe un moment et alors à Jeovitha de reconnaître après avoir échangé un regard complice avec sa « jumelle » : « Ce n'est pas rien de faire la première partie de Toseka. Là, c'est vraiment tout à fait différent. Avant, nous étions plus devant nos professeurs, nos collègues et amis. Mais là, c'étaient plusieurs catégories de personnes qui viennent de par-



Ados Ndombasi, le coordonnateur du Festival Toseka présentant les Nyotas

tout. C'est vraiment une grande expérience ». Prynresse appuie alors : « Je suis très contente de l'avoir vécue ». Quant à leur look, Prynresse fait savoir : « La coiffure, pour commencer, le jour où j'avais presté pour la première fois, fait mon one-woman-show, c'était en février dans la salle Mongita, au Théâtre national, j'avais déjà arboré les deux tresses comme une petite fille. Et, pour nous deux, je me suis dit que cela nous irait tout aussi bien. Pourquoi ne pas le refaire et paraître comme de vraies petites filles ? Parce que sur scène, nous nous amusons comme des enfants. Alors, autant prendre leur apparence en s'habillant comme de petites filles, voilà ». Et, les petites jupes plissées, c'est dans la même optique, affirme Jeovitha. « L'une d'entre nous a confection-

né ces jupes », disent-elles en duo. Pour les T-shirts à l'effigie de Mickey, noir pour Jeovitha et blanc pour Prynresse, c'est une toute autre histoire encore. « Nous étions parties avec l'idée de prendre deux identiques, deux noirs ou deux rouges. Mais à l'étalage, il ne restait plus qu'un T-shirt noir et un blanc. Nous avons pris les deux. Mais on n'arrivait pas à s'accorder sur la couleur », disent-elles en duo. Sur le champ, elles se remettent à discuter : « Moi, je lui ai dit, toi tu es plus claire que moi, tu devrais prendre le blanc, sinon le contraste avec moi serait plus grand. Mais non, toi aussi le blanc t'irait bien de toute façon ». Et, elles rient à nouveau de ce même petit rire coquin et complice qui a fait effet sur le public.

Nioni Masela

POLITIQUE

Katanga : le G7 craint pour la sécurité de Moïse Katumbi

Cette plate-forme de l'opposition redoute que l'ex-gouverneur et ancien cadre de la majorité présidentielle soit devenu la cible des attaques armées.

Moïse Katumbi est et demeure toujours dans l'œil du cyclone. Le riche homme d'affaires katangais n'est pas au bout de ses peines. Pas de répit pour lui depuis qu'il a rallié l'opposition. La perquisition opérée récemment au domicile de son directeur de cabinet Huit Mulongo par des policiers - sans mandat selon ses proches - ainsi que l'interrogatoire serré auquel il a été soumis à l'Agence nationale de renseignement, ne sont pas décryptés comme des faits anodins par les partisans de l'ex-gouverneur. Ils y voient plutôt l'ombre d'un acharnement sur leur leader dont le seul tort est d'avoir pris ses distances vis-à-vis de la coalition au pouvoir.

Que cette situation intervienne juste à la veille du meeting annoncé par Katumbi au stade de la Kenya le 24 avril en commémoration de l'ouverture démocratique décrétée par feu Maréchal Mobutu en avril 1990, n'est pas innocent. Beaucoup y voient une volonté délibérée du pouvoir de dissuader, à coup d'intimidation, le président du TP Mazembe à renoncer à son meeting. Bien avant, des effigies de l'ex-gouverneur placardées quelques heures plus tôt sur quelques édifices en prévision de cette manifestation avaient été arrachées par des policiers, rapporte-t-on. « Loin de nous affaiblir, ces actes nous ren-



Moïse Katumbi Chapwe

forcent dans notre lutte pacifique pour installer l'État de droit et bâtir une RDC plus juste », écrivait Katumbi sur son compte twitter.

Au G7, on continue déjà à s'inquiéter sérieusement du sort de celui qui passe pour le candidat désigné de cette plate-forme à la présidentielle. Il y a lieu de redouter le pire pour cet ancien allié de Joseph Kabila devenu la cible des attaques armées, a fait observer Olivier Kamitatu. « Quand des hommes armés tirent à balles réelles sur une affiche, alors on peut douter légitimement et même craindre qu'ils tirent à balles réelles sur celui qui incarne cette affiche », a indiqué le vice-président du G7 au cours d'un récent échange avec la presse locale. Sans ambages, il a invité la mission de l'ONU en RDC (Monusco) à garantir la sécurité à ce fils du pays livré dorénavant à la merci des hommes en uniformes un peu trop zélés.

Alain Diasso

THÉÂTRE

L'héritage de William Shakespeare célébré à Kinshasa

L'ambassadeur de Grande Bretagne, Graham Zebede, a procédé au lancement de Shakespeare Lives, un programme d'activités commémorant la vie et l'héritage du célèbre poète et dramaturge anglais, la veille du 400e anniversaire de sa mort, le 22 avril, en fin de matinée, dans sa résidence.

Shakespeare Lives que l'on traduirait bien par « Shakespeare continue à vivre », ainsi que l'a du reste souligné le diplomate britannique, fait une nette référence à son apport à la langue anglaise. De souligner que ce programme d'envergure internationale conduit par le British Council et la campagne Great Britain n'entend pas seulement célébrer l'œuvre de Shakespeare. En effet, il est aussi question de rappeler son influence sur la culture, l'éducation et la société. « C'est vraiment impressionnant qu'une moitié des enfants dans le monde étudie les œuvres de Shakespeare dans leurs écoles. Il n'y a pas un autre dramaturge ou écrivain dont les œuvres sont si largement étudiées partout dans le monde. Je crois que cela tient au fait que ses pièces traitent des thèmes universels, les émotions humaines, notamment l'amour et la jalousie. Mais aussi des thèmes qui sont de l'heure comme la corruption, les États de droit et la dictature, tous des thèmes actuels. C'est donc facile de comprendre pourquoi ses pièces et ses poésies intéressent toujours », dit-il.

Par ailleurs, quitte à contextualiser l'événement, Graham Zebe-



Extrait du dialogue de Juliette avec sa nourrice

dee a ici épinglé le fait que de plus en plus nombreux à étudier l'anglais, « les Congolais devraient comprendre l'apport de Shakespeare dans cette langue ». Il a sur ce point mentionné le fait « qu'il y a introduit plus de 3 000 mots, citations et phrases, parmi lesquels certains sont d'usage courant de nos jours ». Le diplomate signale dès lors que « le site internet Shakespeare Lives.org, twitter et beaucoup d'autres réseaux sont impliqués pour fêter l'héritage de Shakespeare. Ils ont chacun pour objectif de permettre les travaux de Shakespeare et mieux l'apprécier ». Il a de ce fait encouragé la visite du site qui apporte toutes les précisions sur la contribution de Shakespeare à la langue anglaise.

Extraits de Roméo et Juliette

De façon à ponctuer ses dires à propos de l'illustre personnage, l'Institut national des arts (INA) a proposé deux extraits de Roméo et Juliette. Le premier tiré de l'acte 2, scène 4 portait sur le

dialogue de Juliette, rôle incarné par Prynresse Watuwila et sa nourrice, personnage que campait Agnès Mujinga. Quant au second, tiré de l'acte 5, scène 1, il avait pour personnages Roméo, Baltazar et l'apothicaire rôles incarnés respectivement par Jimmy Mbiya, Junior Kubununu et Dieu Merci Mayanda.

Les extraits présentés dont la mise en scène a été assurée par le Pr Ndundu sous l'assistance d'Atacha Kimbembé ont reçu un bon accueil de l'assistance. Composée en grande partie d'étudiants venus notamment de l'Université de Kinshasa, de l'Université catholique du Congo, l'Université pédagogique nationale et de l'INA, elle a émis le vœu de voir l'intégralité de la pièce. Nous tenons du metteur en scène que l'œuvre en cours de création sera prête pour une grande première à la mi-juin. Elle sera du reste intégrée dans le programme d'un mini-festival dont elle donnera le ton.

N.M.

HUMEUR

Quand le don de sang devient une nécessité constante !

Ce sujet, nous l'évoquons à cause de certaines lamentations entendues ici et là, plaintes dues au fait que dans certaines structures hospitalières de nos localités voire dans certaines localités urbaines de périmètre limité, il manque de temps en temps de poches de sang et cela met la vie de certains patients qui en ont besoin en péril. Car le sang, on ne le dira jamais assez, c'est la vie. Le sang donné, c'est la vie sauvée.

Le constat est que le plus souvent les gens se mobilisent à faire des dons de sang que le jour de la célébration internationale du don de sang qui se passe le 14 juin de chaque année. Erreur, car la maladie n'attend pas. Ainsi donc, ce geste de don de sang devrait être pérenne sur toute l'année. Encore que même lorsqu'il s'agit de célébrer la journée mondiale de la santé tous les 7 avril de chaque année, l'accent est plus mis sur telle ou telle maladie, qui du reste est une bonne chose, mais rien de concret sur des campagnes d'envergure sur ce geste qui devrait être constant, celui du don de sang. Le rôle du sang dans l'organisme humain n'est plus à démontrer, en ce sens que sa principale fonction est celui de transport des gaz. En commençant par de l'oxygène inspiré depuis les poumons vers les tissus, du gaz carbonique depuis les tissus vers les poumons pour être expiré, des nutriments depuis les intestins vers le foie et les tissus, des hormones et autres molécules, depuis des cellules sécrétrices vers d'autres tissus qui changent leur fonction selon la présence du produit sécrété, de la chaleur, depuis des tissus vers la peau surtout quand il fait chaud, des cellules pour la défense contre les bactéries, des virus et d'autres intrus.

Vu donc cette importance du sang dans l'organisme humain, sa diminution pour des diverses causes nécessite donc une transfusion médicale urgente. La transfusion sanguine, disent les spécialistes de la question, est une opération thérapeutique qui consiste à apporter à un patient, appelé receveur, les éléments du sang par perfusion intraveineuse qui lui font provisoirement défaut. Alors ce sang, disons-le, provient des donneurs bénévoles ou familiaux.

Alors vous, partis politiques, associations non gouvernementales, opérateurs économiques, Églises, marchés, mécènes, personnalités politico-administratives, individualités et humanistes de toute nature, vous les écoles, les instituts, les facultés et d'autres administrations privées ou publiques, des quartiers populaires, des ménages, vous organismes nationaux et internationaux, des associations de défense de droits de l'homme, où êtes-vous pour se mobiliser en toute responsabilité afin de parer au plus vite ce désagrément qui existe dans certaines structures hospitalières relatif au manque criant des poches de sang ?

De l'autre côté et en tenant compte du rôle, combien très déterminant du sang dans l'organisme humain, il serait aussi bien de relayer cette journée internationale du don de sang par l'institution d'une journée nationale du don de sang et l'organisation tous azimuts des semaines des dons de sang, car l'urgence est là. Encore qu'il devient important que les autorités sanitaires prennent à bras le corps cette question, et pourquoi pas d'envisager la création dans toutes les localités du pays, « les mini-centres de récolte autonome de sang » gérés par des autorités politico-sanitaires locales en l'occurrence, par exemple la sous-commission santé du conseil départemental.

Et si l'on n'imagine pas des stratégies pour accroître des campagnes élargies et pérennes du don de sang avec, bien sûr, l'organisation des symposiums et focus sur cette question, certains individus continueront de considérer ce problème comme une « légèreté sociale », quelle erreur !

Faustin Akono

JUSTICE

La société Maisons sans frontières Congo, victime d'une grave escroquerie en bande organisée

La dénonciation est faite devant la presse nationale et internationale, le 22 avril, à Pointe-Noire par Roc Roger, responsable de la société. Cette escroquerie, a signifié ce dernier, est orchestrée par Aly Amine directeur de la société Elco construction.

Les faits, selon l'orateur remontent à l'année 2007 où la société Maisons sans frontières congo et la société Elco construction dirigée par Aly Amine avaient entrepris de travailler ensemble dans le cadre d'un projet d'aménagement et de construction de villas, sur la commune de Pointe-Noire, précisément sur le site désigné « Lagune de Tchikobo ». Bien entendu que la société Maisons sans frontières congo intervenant elle-même comme promoteur et constructeur a confié par sous-traitance à la société Elco construction, la construction d'une trentaine de villas. « Or, courant l'année 2009, a signifié l'orateur, l'état d'avancement des travaux confiés à la société Elco construction ne correspondait pas aux paiements effectués par ses soins, il paraissait donc sur le plan comptable un déficit criant de plus d'un milliard neuf cents millions sur les sommes perçues, sans réalisation des travaux par la société Elco construction. Par ailleurs, poursuit le responsable de la société Maisons sans frontières congo, Aly Amine devenait introuvable dans la ville de Pointe-Noire tandis que les chantiers étaient laissés à l'abandon et les salaires de ses ouvriers impayés. Et ne pouvant se satisfaire de cette rupture de fait, dit Roc Roger, la société Maisons sans frontières a requis en dates des 26 février 2009 et les 5, 6 et 11 mars 2009 un huissier de justice aux fins d'en dresser constat et procéder à une réception de fait des villas inachevées », a-t-il signifié.

Cette situation des chantiers abandonnés et travaux inachevés a causé un préjudice financier à la société Maisons sans frontières, qui en même temps était exposée à la pression des clients en attente de livraison de leurs maisons. Ainsi donc après avoir procédé à la réception des villas inachevées, la société

Maisons sans frontières s'est engagée à finir les travaux inachevés. Alors contre toute attente, la société Elco-Construction a sollicité et obtenu du Tribunal de commerce de Pointe-Noire, le 26 avril 2010, une ordonnance l'autorisant à pratiquer une saisie conservatoire de créances à l'encontre de la société Maisons sans frontières pour un montant de plus de treize milliards de francs CFA alors même que celle-ci n'était pas en mesure d'apporter des pièces justificatives probantes pour soutenir sa demande en paiement de ladite somme. Et depuis lors, c'est le marathon judiciaire qui commence.

Les indications y relatives

Saisi en contestation d'une saisie conservatoire pratiquée par la société Elco-Construction en vertu de l'ordonnance du 26 avril 2010, le président du Tribunal de commerce de Pointe-Noire rendait en faveur de la société Maisons sans frontières congo, le 17 mai 2010, une décision constatant que la créance dont se prévaut la société Elco construction n'est pas fondée en son principe et, en conséquence, a ordonné la mainlevée de la saisie conservatoire des créances et des biens mobiliers pratiquée. Encore que par la même décision, le président du Tribunal de commerce a rétracté en toutes ses dispositions ladite ordonnance du 26 avril 2010. « La chose qui ne s'arrête pas là, et suivant la requête du 17 mai 2010 et se prévalant de l'ordonnance rétractée du 26 avril 2010, la société Elco construction a sollicité auprès du président du Tribunal de grande instance de Pointe-Noire, l'inscription provisoire d'hypothèque sur la parcelle de terrain de la société Maisons sans frontières, objet du titre foncier N°6847. Et le 17 juin 2010, elle a obtenu une ordonnance portant inscription provisoire d'hypothèque rendue par le président du Tribunal de grande instance de Pointe-Noire pour sûreté et paiement de la somme de plus de quinze milliards de francs CFA. Or, l'usage de cette ordonnance rétractée par le président du Tribunal de commerce de Pointe-Noire constitue un faux et usage de faux et caractérise manifestement une tentative d'escroquerie au jugement et usage de faux », a renchéri l'orateur.

Ces faits ayant été dénoncés, Ali Amine est poursuivi de ce chef devant le doyen des juges d'instruction de Pointe-Noire. Curieusement le 15 février 2013, le premier président de la Cour d'appel de Pointe-Noire rendait une ordonnance aux fins de récusation du doyen des juges d'instruction, à l'insu du ministère public qui n'avait jamais été mis au courant de cette procédure de récusation uniquement connue du premier président de la Cour d'appel de Pointe-Noire. Après des gesticulations malheureuses par la société Elco construction qui, à la fin, n'ont rien donné du tout, la société Maisons sans frontières ne laissant pas passer sans réagir tout ce mensonge, affirme l'orateur Maisons sans frontières congo, s'est pourvue en cassation devant la Cour suprême qui par arrêt du 23 janvier 2014 qui a en la forme déclaré recevables le pourvoi et la requête spéciale aux fins de sursis à exécution formés le 8 avril 2013 par la société Maisons sans frontières contre l'arrêt civil N°26 du 22 mars de la Cour d'appel de Pointe-Noire. Au fond et en substance, la Cour suprême du Congo a cassé et annulé en toutes ses dispositions de l'arrêt attaqué.

Ne s'arrêtant pas là, poursuit l'orateur, le sieur Ali Amine exhibant la même ordonnance rétractée du Tribunal du commerce défère à la censure de la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'Ohada, l'arrêt de la Cour suprême. Après l'arrêt de l'Ohada, qui annule l'arrêt de la Cour suprême, la société Maison sans frontières a de nouveau saisi cette justice avec des éléments objectifs et consistants sur l'escroquerie au jugement de la CCJA par Aly Amine. En définitive, le contentieux est encore pendant devant la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'Ohada, où la société Elco construction multiplie ses actions mafieuses avec d'autres moyens ministériels pour, semble-t-il, faire valoir l'arrêt entaché d'irrégularités du 22 mars 2013 répertoire N° 26 rôle civile N° 345 année 2012 de la Cour d'appel de Pointe-Noire.

Faustin Akono
et Séverin Ibara

LITTÉRATURE

Il y a 28 ans disparaissait l'écrivain Tchicaya UTam'Si

22 avril 1988 - 22 avril 2016, voici aujourd'hui 28 ans que disparaissait Gérard-Félix Tchicaya, plus connu sous le nom de Tchicaya UTam'Si, le poète, romancier et dramaturge congolais.

Surnommé « le Rimbaud noir » par le critique français Joël Planque, Tchicaya UTam'Si a été de son vivant considéré comme l'écrivain le plus doué de sa génération tant par l'immensité de son œuvre que par la fertilité de sa muse.

28 ans après sa mort, il est entré à jamais dans le gotha des grands écrivains de notre ère. Pourtant, très peu d'élèves et étudiants africains actuels se souviennent de son œuvre et de son influence sur un bon nombre de jeunes écrivains. Sa plume acérée et son lexique atypique méritent plus de reconnaissance pour que son abondante œuvre ne soit rangée dans la poubelle de l'oubli.

Tchicaya UTam'Si est né le 25 août 1931 à Mpili, près du village Loango



Tchicaya UTam'Si en 1980 Crédit photo «DR»

sur la plaine côtière de Pointe-Noire au Congo. Il quitte son pays dès l'âge de 15 ans pour la France où son père, Jean-Félix Tchicaya, est député. Celui-ci prédestine son fils au métier de magistrat mais l'enfant rebelle quitte l'école avant son baccalauréat pour exercer plusieurs petits métiers et se livrer à l'écriture.

À 24 ans, il publie son premier recueil « Le Mauvais sang » et est unanimement considéré comme le poète africain le plus doué de sa génération.

Sa voix, qui pourtant refuse de s'associer aux chantres de la négritude, demeure la plus importante qui se soit révélée depuis celle d'Aimé Césaire. En 1960, au moment des indépendances africaines, il met sa plume au service de Patrice Lumumba, mais celui-ci est assassiné. Meurtri, il revient en France et s'occupe de l'éducation auprès de l'Unesco jusqu'en 1986, date à laquelle il prend une retraite anticipée pour se consacrer entièrement à l'écriture, jusqu'à sa mort le 22 avril 1988 à Bazancourt en Normandie (France). Il laisse une abondante œuvre dont les œuvres poétiques : Le Mauvais sang, Épitomé, Le Ventre, J'étais nu pour le premier baiser de ma mère. Romancier, il a publié : Les cancrelats, les méduses, les phalènes, Ces fruits si doux de l'arbre à pain. Dramaturge, il a écrit Le Zulu suivi de Wvène le fondateur, le Destin glorieux du maréchal Nnikon Nniku, prince qu'on sort, le bal de Ndinga. Il fut récipiendaire de plusieurs prix et distinctions.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUES URBAINES

La ville océane vibrera au rythme du rap samedi prochain

Une scène ouverte sera organisée, le 30 avril, à l'Institut français de Pointe-Noire sur les musiques urbaines qu'animeront les rappeurs Melos Destroy et Ame de chagal.



Le rappeur Stu Wandah crédit photo «DR»

Les nouveaux talents qui excellent en musique urbaine affronteront le public et le jury professionnel dans l'espoir d'être programmés pendant

la semaine des cultures urbaines en octobre 2016. Les inscriptions se feront sur place avec une priorité accordée aux nouveaux candidats.

En première partie de la soirée, le public appréciera le rappeur Stu Wandah, Les Titans en danse et hip-hop, Guy Declair alors la deuxième partie sera ouverte à Open Mic et freestyle. L'année dernière, l'espace culturel Yaro, le Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard, le Cercle culturel pour enfants ont accueilli les différentes manifestations organisées lors de la semaine des cultures urbaines qui a regroupé la jeunesse de Pointe-Noire autour des projections de films, des spectacles vivants de musique, (hip-hop, rap, slam, danse), des expositions mais aussi des échanges culturels.

Les rappeurs Mob 4 et Apen's, Ame de chagal, MC's ponténégrins, les slameurs de styl'oblique ont animé les différentes soirées en compagnie du groupe dolisien de danse Number One et des slameurs de Styl'oblique.

H.B.M.

FEMUA/ABIDJAN

Papa Wemba s'écroule sur scène et trouve la mort

L'annonce de la mort de l'artiste musicien de la République démocratique du Congo (RDC) Papa Wemba a été faite dans la matinée du 24 avril 2016 par le promoteur du Festival des musiques urbaines d'Anoumaba (Femua), l'artiste ivoirien Asolfo également patron du groupe Magic system, au cours d'une conférence de presse.

D'après les informations données par certains organes tels que le site Camerpost, pré-

sent au Femua, la deuxième grande scène de ce festival qui se tenait dans la nuit du same-

di au dimanche à Abidjan, a été brusquement interrompue aux environs de 05h30 (heure locale), lors du passage de la star congolaise Papa Wemba, victime d'un malaise qui l'a affaibli en pleine prestation, à Anoumabo, village situé en plein cœur de Marcory, une commune du sud d'Abidjan et fief du Magic system.

En effet, le public ivoirien attendait impatiemment de voir monter sur scène Papa Wemba et son orchestre Viva la

Rouge et y trouve finalement la mort.

Après ce show, papa Wemba devrait ensuite se produire le soir en compagnie de plusieurs autres artistes à Korhogo (633 km au nord d'Abidjan) pour la clôture de cette 9^e édition du Femua placée sur le thème : « Jeunesse et développement » avec le parrainage de l'ex-chef d'Etat ivoirien Henri Konan Bédié.

Peu avant le spectacle, au cours d'une conférence de

africaine qui souhaitait mourir sur scène. Son rêve s'est concrétisé. Nous arrêtons la suite de ce festival afin de lui rendre hommage », a pour sa part indiqué le patron du groupe Magic System, Asolfo alors que Claudy Siar présentateur de l'émission Couleur tropicale sur RFI, a déclaré que « *Papa Wemba était un artiste pluriel d'une grande humilité* ».

Né le 14 juin 1949 à Lubefu dans le Sankuru, province du Kasai-oriental, en République démocratique du Congo, Papa Wemba a passé 50 ans de carrière musicale. C'est dès l'enfance, qu'il cultive une voix ténor particulière et devient chanteur en suivant les traces de sa mère, une pleureuse professionnelle. Au milieu des années 1960, il est élève à l'École Pigier à Kinshasa et intègre une chorale religieuse en même temps qu'il poursuit ses études. Après la mort de ses parents, il s'oriente vers la musique populaire Kinois dans son quartier Matonge, le berceau de la musique congolaise, sous le pseudonyme de Jules Presley.

Bruno Okokana

« Papa Wemba était un artiste pluriel d'une grande humilité ».

Musica. Après avoir interprété déjà trois chansons, c'est à la quatrième qu'il s'est affaibli subitement. L'émoi s'installe au sein des membres de son orchestre très affectés et du public qui attendait une belle fin de soirée avec leur idole venue de Kinshasa. Après l'incident, l'un des maîtres de cérémonie annonce la fin du spectacle, et rassure le public sur l'état de santé de Papa Wemba qui serait hors de danger. Celui-ci est conduit à l'hôpital par les agents de la Croix

pressé, papa Wemba, de son vrai nom Jules Chungu Wembadio Pene Kikumba déclarait qu'« *il faut que l'Afrique crée souvent des événements pareils* ».

Quelques artistes ont réagi suite à cette tragique disparition. C'est le cas de Lokua Kanza, (RDC) : « *Papa Wemba était quelqu'un qui faisait confiance aux autres, il savait être humble* ».

« *La mort de Papa Wemba nous a bouleversés. Il était le monument de la musique*



Papa Wemba

RÉFLEXION

Ecrire, ou réécrire l'Histoire

Même si les puissances qui dominèrent longtemps le monde refusent encore de l'admettre, la vision qu'elles projetaient jusqu'à présent des cinq continents et tout spécialement du rôle qu'elles jouaient dans la conduite des affaires internationales se fissure inexorablement. Avec comme conséquence une écriture, ou plutôt une réécriture de l'Histoire, qui ne leur profitera guère puisqu'elle fera apparaître le rôle négatif que leur quête effrénée de la richesse, du pouvoir, de la domination a joué dans l'évolution de l'humanité tout au long des siècles précédents.

Dans quelques jours – du 7 au 14 mai – se déroulera en divers lieux de la capitale du Congo, Brazzaville, le troisième Festival Image et Histoire organisé par l'Institut Français du Congo, dont le thème, cette année, est « L'Afrique des explorations et des explorateurs ». Au-delà des images d'Epinal qui accompagnent

traditionnellement ce genre de rencontres il sera intéressant de suivre les conférences qui traiteront, d'une part, de la façon dont les nations européennes s'y prirent pour constituer leur empire colonial et, d'autre part, de la résistance que leur opposèrent sur le terrain les peuples ciblés par ces conquêtes.

Jusqu'à présent, en effet, c'est de façon générale la version des colonisateurs qui a dominé la narration des événements ayant marqué les cinq siècles de la colonisation. Avec, comme conséquence, que les archives sur lesquelles reposent cette version et dont beaucoup demeurent inaccessibles au commun des mortels, sont conservées en Europe ou aux Etats-Unis ; ce qui a pour effet d'empêcher, ou du moins de freiner, le travail de mémoire qui permettrait d'établir la vérité, mais aussi et surtout de comprendre pourquoi les pays situés dans des régions comme le Bassin du Congo ont tant de mal, aujourd'hui, à fran-

chir les obstacles élevés sur la voie de l'émergence.

Alors que s'édifie, en plein cœur de Brazzaville et dans l'enceinte même du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, un centre de conférences qui permettra de débattre de ces questions en continu et que se prépare simultanément à Loango, près de Pointe-Noire, un musée qui relatara les terribles blessures causées par la traite négrière pendant plusieurs siècles, il n'est pas inutile de rappeler ce qui a été dit et écrit ici même à maintes reprises ces dernières années :

-Premièrement, le temps est venu de lancer sur toute l'étendue du Congo et, plus généralement du Bassin du Congo les recherches qui permettront de reconstituer l'Histoire, la véritable Histoire, en recueillant les souvenirs, les objets, les traces physiques de la longue épreuve qui l'ont marquée.

-Deuxièmement, des négociations doivent être engagées sans plus

attendre avec les autorités de la France, de la Belgique, de l'Angleterre, du Portugal, des Etats-Unis afin que reviennent dans les lieux de mémoire en construction au Congo les documents qui sont conservés ailleurs et qui lui appartiennent.

La France, pour ne citer qu'elle, sait à quel point le fait de rassembler les traces de l'Histoire en des lieux privilégiés est important pour la cohésion d'une nation. La preuve en est que ses plus hautes autorités n'ont pas cessé de le répéter de façon spectaculaire tout au long des cérémonies qui ont marqué récemment les commémorations de la première et de la deuxième guerre mondiale. Elle est donc mieux placée que quiconque pour aider le Congo à écrire, ou plutôt à réécrire son Histoire.

Gageons qu'Alain Mabanckou rappellera haut et fort cette vérité le 2 mai lors du colloque « Penser et écrire l'Afrique noire » qu'il présidera au Collège de France.

Jean-Paul Pigasse